

LES DÉMOCRATIES POPULAIRES A L'HEURE DE LA CONTESTATION

NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 451 - 23 avril 1977 - prix : 3 F

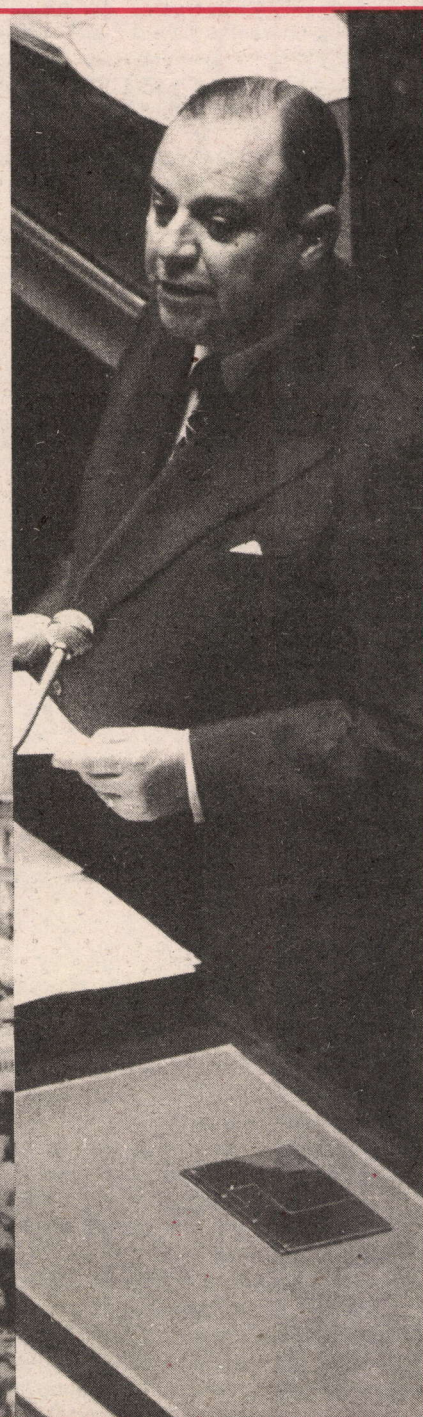
**GISCARD ET
L'AFRIQUE**

**LE
PACTE
NEO-
COLONIAL**

p.7

**ATTAQUES CONTRE LA SECURITE SOCIALE
AGGRAVATION DU CHOMAGE**

**FACE AUX MAUVAIS COUPS
DU GOUVERNEMENT**



**C'EST TOUS ENSEMBLE
QU'IL FAUT CONTRE-ATTAQUER**

sommaire

dans le monde

- Page 7 :
— Dakar : le pacte néo-colonial.
Page 8 :
— Après les élections en Belgique : vers la participation du Parti Socialiste à la politique d'au-térité ?
Page 9 :
— Espagne : l'armée veille.
— Pologne : les interpellations d'oppositionals continuent.
Page 10 :
— Il y a dix ans : le putsch des colonels en Grèce.
— Cisjordanie : manifestations contre la colonisation israélienne.

en France

- Page 4 :
— Réactualisation du Programme commun : le PCF « ne promet pas tout ».
Pages 5 et 6 :
— Dans l'extrême-gauche et dans sa presse :
• La préparation du 1^{er} mai et la politique des révolutionnaires face à l'Union de la gauche.
• Lu avec intérêt.
Page 17 :
— Le plan acier de Barre : 12 milliards de plus dans la poche des trusts, mais les licenciements continuent.
Page 18 :
— General Motors (Gennevilliers) : Après l'occupation par les CRS, la grève continue.
Page 19 :
— BNP : la direction a cédé.
— Alstom Saint-Ouen ; Centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux ; CIT Orléans.

dossier

LES DEMOCRATIES POPULAIRES :

- Les démocraties populaires à l'heure de la contestation.
- Entre le désir d'indépendance et la peur de la classe ouvrière.
- Les contestataires combattent-ils pour le socialisme ?
- Le programme des révolutionnaires socialistes.

culture et loisirs

- Page 20 :
— Dans cinq semaines : la FETE.
Page 21 :
— Livres : Baby-foot, de Joseph Joffo ; En mai, fais ce qu'il te plaît, de Maurice Grimaud ; Le premier qui s'endort réveille l'autre, de Jean-Edern Hallier ; L'expérience portugaise.
Page 22 :
— Dossiers de l'écran : la mort qu'on respire.
Page 23 :
— Films : Le dernier nabab, d'Elia Kazan ; Charlot, le gentleman vagabond, de R. Patterson ; Mon cœur est rouge, de Michèle Rozier ; Lip 73-74, de D. Dubosc et H. Lessing.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

COURRIER DES LECTEURS

Êtes-vous si loin des analyses de la LCR ?

Chers camarades,

Je tiens à vous féliciter pour la constance avec laquelle vous défendez votre politique, en particulier vis-à-vis de l'Union de la gauche. J'espère que vous continuerez à expliquer clairement aux travailleurs de France qu'en aucun cas la venue des réformistes au gouvernement ne transformera leur sort.

L'unité des révolutionnaires est un problème qui ne devra pas être éludé... Bien sûr, l'unité ne peut se faire sur n'importe quelle base politique. Mais vous n'êtes pas si loin des analyses de la LCR. Ce qui vous sépare principalement, c'est que la Ligue pense que la venue de la gauche au pouvoir entraînera une montée des luttes, et vous pensez de votre côté que ce n'est pas obligatoire. Il s'agit, dans le cas de la Ligue, d'un pronostic. En quoi cela peut-il empêcher une action commune ?

F.L., Lima (Pérou).

Notre correspondant, à juste titre, écrit que l'on ne peut faire l'unité sur n'importe quelle base politique. C'est aussi notre conviction. Et justement, dans l'attitude des révolutionnaires vis-à-vis de l'Union de la gauche, aujourd'hui dans l'opposition, demain peut-être au gouvernement, il ne s'agit pas entre la LCR et nous d'une simple différence de pronostic.

Bien entendu, s'il ne s'agissait que de cela, sur un problème aussi important, notre correspondant aurait raison : cela ne justifierait pas l'existence séparée de nos deux organisations. En réalité, entre nous et la Ligue, il s'agit bien de deux politiques divergentes. Le tout dernier exemple des discussions autour de la manifestation du Premier Mai (dont nous nous sommes largement fait l'écho dans notre journal et dont nous parlons par ailleurs dans ce même numéro) vient confirmer l'importance de nos divergences. Ce que nous expliquons devant l'ensemble des travailleurs, c'est que les travailleurs ne peuvent rien attendre de l'arrivée de la gauche au pouvoir, absolument rien. Bien au contraire, il n'est pas impossible de voir la gauche venir au gouvernement pour mener une politique anti-ouvrière que la droite serait incapable d'imposer aux travailleurs. L'histoire ne manque pas d'exemples d'une telle situation. Cela, nous pensons qu'il faut le dire et l'expliquer clairement aux travailleurs illusionnés par l'Union de la gauche. C'est pour nous dans la période actuelle un point essentiel de

la politique révolutionnaire. La victoire électorale de la gauche ne serait pour nous en rien une victoire des travailleurs, elle ne renforcerait pas leur camp. Droite ou gauche, tout est fonction de la combativité ouvrière et de la conscience des travailleurs, et celle-ci justement est fonction de leurs illusions. Notre rôle est donc de lutter contre les illusions électorales sur l'Union de la gauche, en disant toute la vérité aux travailleurs. Pour des raisons dites « pédagogiques »,

sous le prétexte de ne pas se couper des travailleurs, la Ligue se refuse à mener clairement une telle politique devant les travailleurs et, en réalité, contribue à sa manière à entretenir les illusions sur l'Union de la gauche. Et notre correspondant, qui justement nous demande de continuer à expliquer clairement aux travailleurs nos positions sur l'Union de la gauche, comprendra, dans ces conditions, les difficultés actuelles de l'unité entre nos deux organisations.

Deux témoignages de gardes-barrières : A la SNCF, 12 heures = 8

Victime du chômage, j'ai été bien aise de trouver, à 55 ans, une place de garde-barrières auxiliaire.

A la suite d'un dérangement électrique des signaux d'annonce, qui a perturbé la circulation routière pendant plus d'une heure, j'ai eu l'occasion de constater qu'un garde-barrières est un engrenage indispensable jouant son rôle à part entière dans le système économique.

Ce qui est regrettable et critiquable, c'est que le garde-barrières qui exerce son activité dans un passage à niveau de troisième ou quatrième classe n'est pas reconnu pour autant, par la SNCF, comme un travailleur à part entière puisque, effectuant une faction de douze heures en continu, on ne lui en paye que huit.

Je ne puis m'habituer à cette mesure humiliante, ressentie dans la profession comme une atteinte à la dignité du travailleur. J'entends d'ici l'idiot du village rétorquer : « Mais, ce n'est que de la surveillance ». A notre époque, pourrions-nous répondre, il y a de moins en moins de travaux pénibles physiquement parlant et de plus en plus de métiers assimilables à des fonctions de surveillance. Mais il ne viendrait à l'idée d'aucun patron privé d'appliquer cette condition à ses employés : 12 heures de travail payées 8. Le fait que la SNCF s'arroge ce droit en contradiction avec la législation du travail n'est pas à mettre au profit de son image de marque. Au moment où il est de bon ton de s'inquiéter des droits de l'homme, que pense M. le secrétaire d'Etat à la Main-d'Œuvre de cette mesure vexatoire et pour le moins arbitraire ?

L.T., Le Cheylat (Isère).

Il faut tout d'abord savoir qu'il y a plusieurs catégories de barrières, de première à quatrième catégorie... Le prix payé à l'heure pour une remplaçante est de 9,94 F... Pensez que nous sommes sur une ligne de grand trafic et, à certaines périodes de la journée, il passe des trains toutes les 10 minutes. Pour les quatrième catégorie, on doit faire 12 heures payées 8 : à la SNCF 12 heures = 8 heures. Ensuite, un autre garde fait 3 heures payées environ 1 heure. Des gardes ont râlé et maintenant la journée est divisée en deux : 7 h 30 mn, de 6 heures à 13 h 30 mn ou 13 h 30 mn à 21 heures. Payé, on pense, 4 h 30 environ (on n'a jamais pu savoir combien). Ce qui n'empêche pas que l'on doit par n'importe quel temps sortir pour éteindre les sonneries qui sont dehors et loin de la guérite... Je rentre d'une dépression nerveuse car depuis 1 an et demi je n'avais pas eu de vacances car les titulaires passent avant nous. Pas de congé, ni à Noël, ni au jour de l'An... A chaque fois que j'ai voulu arrêter, il y a toujours des malades, des titulaires en vacances. Aussi, n'étant que remplaçante, rien à dire. Il m'arrive de faire des matinales, puis des nuits, etc., avec une coupure d'une journée, très mal partagée... Eh bien, je rentre pour reprendre mon travail : j'ai quatre journées première catégorie et un jour de repos, ensuite dix jours d'une quatrième catégorie... Ainsi, pour Noël et le 1^{er} janvier, fêtes et dimanches travaillés, j'ai eu 86 F, nuits 81,25... J'ai eu 140 heures payées, étant malade ce mois, cela m'a donné 1.391,60 ; avec les primes, gratifications, 1.639 F. De quoi vivre largement en travaillant beaucoup d'heures.

Une garde-barrières des Bouches-du-Rhône.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F.

pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Face aux mauvais coups du gouvernement c'est tous ensemble qu'il faut lutter

■ Méthodiquement et systématiquement, le gouvernement poursuit sa politique au service de la classe capitaliste : une politique qui consiste à faire payer la crise aux travailleurs pour préserver les profits des patrons ; une politique qui consiste même à profiter de la crise, qui frappe durement les travailleurs, pour les obliger à payer. Ainsi le chômage par exemple, qui jette un million et demi de salariés sur le pavé et fait peser une menace permanente pour ceux qui restent au travail, est pour le gouvernement un moyen de pression sur tous.

Les dernières décisions du gouvernement sur la Sécurité sociale ou la sidérurgie viennent d'illustrer encore une fois cette volonté opiniâtre de faire payer les classes populaires et les travailleurs.

C'est la crise. Le niveau de vie de beaucoup de salariés a diminué. C'est le moment que le gouvernement choisit pour réduire les remboursements d'un certain nombre de médicaments ou augmenter les prix de certaines hospitalisations. Les salariés se soigneront moins bien. Tant pis. Le gouvernement qui a accordé quelque quinze jours auparavant, quatre milliards supplémentaires aux entreprises, a estimé qu'il fallait absolument faire 400 millions d'économie sur les assurés sociaux.

C'est la crise. C'est le chômage qui menace près de vingt mille ouvriers de la sidérurgie. Raymond Barre ose présenter un « plan de l'acier » qui confirme tous les licenciements, mais assure qu'on va trouver dans la période qui vient 12 milliards, dont une bonne partie sur le dos des contribuables, pour permettre aux trusts de l'acier de se moderniser et d'investir. Et Barre croit même bon d'ajouter la moquerie à l'insolence par des promesses stupides de maintien en activité de hauts fourneaux ou d'implantation d'usines, promesses qui ne pourront pas être tenues.

Chacun de ces actes gouvernementaux — mais il y en a eu des dizaines de semblables depuis des mois qui s'ajoutent les uns aux autres — suffirait en lui-même à enflammer la colère ouvrière.

Mais en face, que nous proposent donc les dirigeants politiques ou syndicaux pour exprimer cette colère ?

Les partis de l'Union de la gauche, histoire de faire quelque chose en attendant les élections, se lancent dans une laborieuse et compliquée réactua-

lisation du Programme commun : des palabres qui ne touchent même pas aux problèmes essentiels des travailleurs.

Quant aux directions syndicales qui sont liées à ces partis, elles se contentent, puisqu'il faut bien quand même qu'elles proposent quelque chose, d'organiser une série de journées d'action, symboliques, émietées, sans lendemain.

Le mardi 19, quelques milliers de sidérurgistes sont allés manifester à Paris devant l'Assemblée nationale.

Le jeudi 21 une journée d'action, faite de manifestations, pétitions, délégations, a été organisée contre les atteintes à la Sécurité sociale.

Jeudi prochain 28, une grève nationale est appelée pour tous les salariés des secteurs public et nationalisé.

Rien de cela — tout le monde le sait — ne suffira à faire reculer le gouvernement et les patrons, ni sur les licenciements dans l'acier, ni sur les atteintes à la Sécurité sociale, ni sur le blocage des salaires des fonctionnaires.

Les décisions du gouvernement procèdent d'une politique et d'un « plan », au sens où elles visent le même but : faire payer les travailleurs.

Alors, à ce plan patronal et gouvernemental il nous faut opposer un plan de lutte ouvrier. En période de crise, encore plus que dans d'autres périodes, il n'y a pas de petites solutions, différentes et sans lien entre elles, pour chacune des catégories de salariés. Nos difficultés proviennent toutes de la même source : la crise. Elles ne peuvent avoir qu'une solution globale.

Au chômage, à la baisse du niveau de vie, nos revendications à tous sont la réduction du temps de travail et la répartition du travail entre tous, l'échelle mobile des salaires, mensuelle, automatique, basée sur des indices contrôlés par les travailleurs et leurs organisations.

Et pour obtenir cela, il faut une lutte d'ensemble. Il faut la grève générale.

C'est celle-ci qu'il faut préparer. Il est temps que les travailleurs n'acceptent plus de se laisser amuser par des journées d'action qui suivent des journées d'action, et précèdent d'autres journées d'action.

Arlette LAGUILLER

Georges Marchais aux patrons : la gauche au pouvoir, c'est l'intérêt de 99% d'entre vous

Pendant une heure d'antenne les téléspectateurs ont pu voir jeudi soir Georges Marchais dialoguer avec les patrons.

Le secrétaire général du Parti Communiste n'a pas fait de révélations. Il s'est contenté de se cramponner à la lettre du Programme commun. Et il faut dire à sa décharge qu'il semble qu'il y ait plus d'un patron, si l'on en croit certains des intervenants de jeudi soir, pour qui le Parti Communiste est toujours le parti des partageux et des collectivistes.

Alors Georges Marchais, gentiment mais fermement aussi devant la stupidité ou la mauvaise foi de ses interlocuteurs, a expliqué et réexpliqué.

Et quelques unes de ses répliques furent édifiantes. Est-ce que le Programme commun est la première étape vers le socia-

lisme ? Mais pas du tout voyons. « Certes nous pensons que seul le socialisme peut libérer les travailleurs mais le socialisme n'est pas à l'ordre du jour ». La libération des travailleurs n'est donc pas pour demain. Et d'ailleurs « nous sommes Français », « nous voulons donc un socialisme aux couleurs de la France ». Et Marchais de sous-entendre que la France perdrait ses couleurs si elle... perdait son secteur de l'industrie privée.

Marchais a été formel. Les nationalisations prévues par le Programme commun concernent seulement « 1 % des entreprises et 15 % de la production ». « Il vous restera donc 85 % des travailleurs à... faire travailler ». Nous avons bien cru qu'il allait dire... à exploiter. Marchais s'est repris à temps.

Il y a une petite phrase dans le Programme commun qui laisse entendre que les travailleurs de n'importe quelle entreprise pourront réclamer la nationalisation de celle-ci. Eh bien, figurez-vous, ce n'est pas du fait du Parti Communiste. Et puis, et puis, et Marchais a tenu à insister là-dessus : « certes le Programme commun reconnaît ce droit aux travailleurs mais c'est du Parlement et de lui seul que dépendra en dernier ressort toute nationalisation ». Les travailleurs n'ont donc que le droit... de le demander.

Dans sa volonté de rassurer, de démontrer, Marchais a même été jusqu'à dire : « le Parti Communiste a aujourd'hui 10 000 cellules d'entreprise. Et qu'est-ce que ça change ? ». Avec la politique d'un Marchais évidemment,

rien de fondamental.

Le plus significatif en définitive, c'est peut-être qu'à la question du présentateur : « chaque fois que la gauche est venue au pouvoir, à chaque fois elle a laissé une réforme sociale d'importance, comme par exemple les congés payés en 1936. Alors si demain l'Union de la gauche vient au gouvernement, quelle est donc la réforme sociale importante qu'elle effectuera ? ». Eh bien Marchais... n'a finalement rien répondu. De toute évidence il n'y a pas aujourd'hui dans le Programme commun de la gauche une seule réforme, même de l'importance des congés payés.

Il est vrai que l'on aurait posé la même question à Blum quelques mois avant son arrivée au pouvoir, lui non plus n'aurait peut-être pas su répondre. Il a fallu la

grève générale de juin 1936 pour imposer cette conquête sociale qui passe maintenant pour un apport du Front Populaire.

Et en écoutant Marchais jeudi soir plaider sa cause devant un parterre de patrons pour leur expliquer que c'était de leur intérêt de voir la gauche venir au pouvoir, une seule conclusion s'imposait. Si demain Marchais et l'Union de la gauche sont au gouvernement, les travailleurs devront, comme en 1936, imposer eux-mêmes par leur lutte, leur grève, leurs revendications.

Les ministres du futur gouvernement de la gauche auront autre chose à faire, qu'ils s'appellent Mitterrand, Rocard ou Marchais : rassurer et choyer... 99 % des patrons.

Jacques MORAND

Un million et demi de chômeurs

Réactualisation du Programme commun : le PCF « ne promet pas tout »...

Le document contenant les orientations et propositions essentielles du Parti Communiste Français pour la mise à jour du Programme commun a été présenté mercredi 20 avril au siège du PCF.

Cette réactualisation serait, d'après le PCF, nécessaire car « si depuis 1972 la situation n'a pas fondamentalement changé, car la crise était déjà à cette époque, certains aspects de cette situation se sont modifiés tant au plan intérieur qu'international ».

Alors justement, face à la crise qui s'aggrave, que propose le PCF aux travailleurs ?

Sur les salaires : peu de choses. Un SMIC à 2.200 F pour 40 heures — et en 1978, les prix auront augmenté de combien ? Un resserrement de l'éventail des salaires obtenu peu à peu « en

augmentant ceux-ci sur la base d'un taux décroissant jusqu'au taux 0, au niveau de quatre fois le SMIC », ainsi que par la mise en place d'une grille.

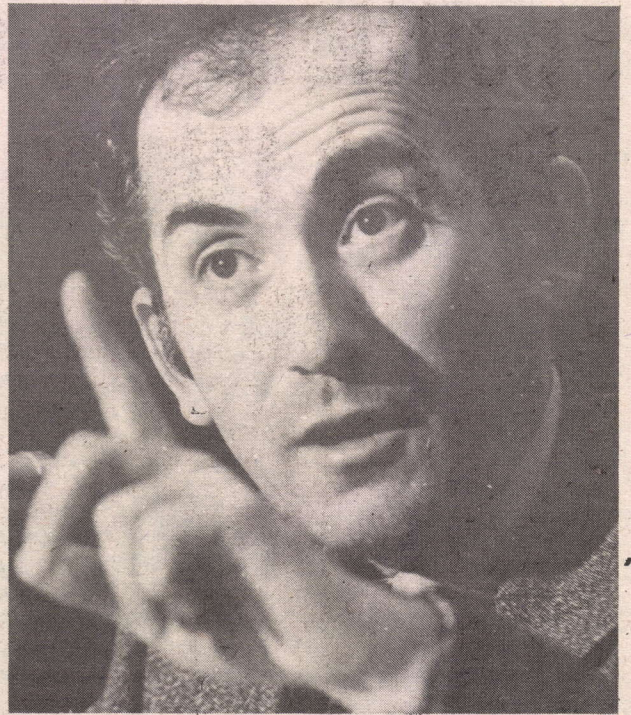
Et en dehors de l'abaissement de l'âge de la retraite d'une réduction progressive de l'horaire hebdomadaire de travail jusqu'à 35 heures, des cinq semaines de congés payés, que propose le PCF, notamment pour lutter contre le chômage ?

Là, rien n'est précisé, il est seulement dit que « des moyens seront mis en œuvre » (...) « de façon à ce qu'une diminution très nette soit obtenue dans la première année ».

Quant aux nationalisations, dont le PCF prétend qu'elles seront l'une des bases d'une réorganisation plus juste de la société. C. Fiterman, le rapporteur de ces propositions a bien rappelé

qu'il s'agissait pour le PCF de nationalisations et non de prises de participations de l'Etat. Mais que les capitalistes se rassurent quand même, cela se fera avec « une indemnisation équitable des anciens actionnaires » et, de toute façon, seul Peugeot-Citroën est rajouté sur la liste de 1972.

« Il ne s'agit pas de tout permettre à tout le monde », avait averti le PCF. Eh bien, en tout cas cette réactualisation ne promet rien aux travailleurs. Car pour faire en sorte que les travailleurs ne fassent pas les frais de la crise, il ne suffit pas d'augmenter le SMIC, ni de réduire la hiérarchie des salaires. Face au chômage, il ne suffit pas de vagues promesses. Pour faire payer le patronat, il faut mettre en place une échelle mobile automatique et mensuelle. Il faut exiger qu'aucun travailleur ne soit au



Charles Fiterman. (AFP)

chômage, il faut imposer une répartition du travail entre tous. Si les patrons ne veulent pas payer, que les travailleurs se paient eux-mêmes sur le capital !

Mais cela justement le PCF ne veut ni le faire, ni même le dire.

Bien au contraire, il rassure les patrons en leur assurant que la note ne sera pas plus lourde que celle fixée par la version 1972 du Programme commun.

Henriette MAUTHEY.

Defferre est contre les licenciements... à moins qu'ils ne soient indispensables

Au « Carrefour socialiste » du Club Louise-Michel, rencontre entre des responsables du Parti Socialiste et du mouvement des Radicaux de Gauche, samedi 16 avril, Gaston Defferre déclarait au sujet des licenciements : « Il arrive qu'une telle mesure, qui représente un drame pour l'ouvrier qu'elle frappe, soit indispensable à la survie de l'entreprise ». Or, estime Gaston Defferre, « Le Programme commun contient, à ce sujet, un certain

nombre de contradictions : les licenciements y sont d'abord interdits, puis autorisés s'ils sont suivis de reclassements ».

Il signalait d'ailleurs en passant qu'il était lui-même patron d'un groupe de presse. Des fois qu'on ait pu croire que son étiquette de socialiste en faisait un représentant des travailleurs !

Nous sommes donc prévenus. La gauche au pouvoir, ce n'est pas la fin des licenciements et du chômage, puisque c'est paraît-

Il quelquefois « Indispensable à la survie de l'entreprise ».

Au moment où les dirigeants de l'Union de la gauche s'apprêtent à « actualiser » le Programme commun, Gaston Defferre confirme en tout cas que cette actualisation ne se fera pas — contrairement aux espoirs de bon nombre de travailleurs — dans le sens d'une plus grande protection des travailleurs contre la crise et le chômage.

M.-C. S

Les prévisions des patrons : investissements et licenciements

D'après une étude de l'INSEE, l'investissement des entreprises devrait augmenter de 12 % en valeur, et de 4 % en volume au cours de cette année.

Le CNPF a commenté ces prévisions la semaine dernière : « L'amélioration du climat des affaires et les mesures récentes en faveur des secteurs et des régions en difficulté devraient contribuer à raffermir quelque peu une conjoncture en voie d'assainissement ».

En somme pour les patrons, la situation se présente bien.

Pour les travailleurs, c'est autre chose. La même étude de l'INSEE prévoit une diminution des effectifs des entreprises de 0,5 %. Et les derniers chiffres officiels recensaient encore un accroissement du nombre de chômeurs en mars.

Ainsi la « crise » économique remplit une nouvelle fois parfaitement son rôle en régime capi-

taliste. Pendant que les travailleurs sont jetés à la rue, réduits au chômage, à la misère et au désespoir, les plus gros capitalistes, eux, restructurent, investissent, modernisent leurs entreprises. Ils le font d'ailleurs aujourd'hui, en France, avec l'aide de l'Etat et des milliards pris aux contribuables.

Le mot crise n'a pas le même sens pour tout le monde !

J.L.

Haro sur le travail au noir : une diversion grossière

Qu'on se le dise ! Le pouvoir ne reste pas inactif devant l'augmentation continue du chômage.

Le week-end dernier, dans la Drôme et la Gironde, il a fait effectuer par sa police, des opérations « coup de poing » d'un nouveau genre, destinées à faire la chasse au travail noir.

Celui-ci serait, d'après le gouvernement, une des causes du chômage en économisant des milliers d'emplois.

Cette nouvelle campagne démagogique vient s'ajouter à une série déjà longue : ce sont les travailleurs immigrés qui voleraient notre travail, les jeunes qui ne veulent pas changer de région pour trouver un emploi, ou les chômeurs qui sont des paresseux...

Maintenant ce sont les chômeurs sans ressource qui bricolent à droite ou à gauche,

ou les travailleurs qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts et passent leur week-end à travailler.

Et, pour donner plus de poids à ces dires imbéciles, le gouvernement augmente encore les tracasseries policières auprès des artisans, car c'est en gros à cela que se résume l'opération « coup de poing » de la Gironde.

Tout cela vise à dresser une partie des travailleurs contre les autres, et à trouver des boucs émissaires au chômage.

Mais il est douteux que les travailleurs, qui savent bien exactement ce qu'est le travail noir, tombent dans ce panneau. Tout cela leur montre au contraire comment ce gouvernement se moque d'eux quand il prétend lutter contre le chômage.

P.M.

Le gouvernement renforce ses attaques contre les travailleurs immigrés

Dans une déclaration faite le 18 avril, M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a estimé que la France pouvait se passer de 200 000 à 300 000 immigrés. D'après lui, ce serait le nombre de travailleurs que leurs pays d'origine pourraient occuper depuis qu'ils ont bénéficié des nouveaux revenus de leurs richesses pétrolières...

En fait il s'agit de faire dimi-

nuer le nombre de chômeurs en France... sans s'attaquer au chômage. Le ministre ne parle pas de renvoyer les travailleurs immigrés mais d'encourager leur départ en leur offrant une prime. Cette idée rejoint d'ailleurs celle émise par certaines organisations patronales, telle « Entreprise et Progrès », et proposant d'accorder 15 000 F à ceux qui quitteraient la France. Ça coûterait toujours moins cher au

patronat et au gouvernement que d'avoir à leur verser 90 % d'allocation chômage pendant un an !

Et Monory d'ajouter que s'ils ne veulent pas partir, il faut « encourager » les patrons à les pousser dehors en réduisant, voire en supprimant, les aides de l'Etat aux entreprises dans les régions où cela pourrait profiter à un grand nombre de travailleurs immigrés.

Ainsi, par ces mesures iniques, le gouvernement, à défaut de pouvoir résorber le chômage, cherche à l'exporter. En même temps ces déclarations s'inscrivent dans une campagne d'intoxication lancée depuis quelque temps et visant à dresser les travailleurs les uns contre les autres en rendant les travailleurs immigrés responsables du chômage actuel.

Et cela, les travailleurs fran-

çais auraient bien tort de l'accepter. De cette division ils sont victimes tout autant que leurs camarades immigrés, comme ils sont tout autant victimes de la crise. Les seuls responsables du chômage, ce sont les patrons et leur système, et c'est à eux que doivent s'en prendre travailleurs français et immigrés, tous ensemble, pour leur faire payer les frais de la crise actuelle.

Roger MEYNIER

La préparation du 1^{er} MAI et la politique des révolutionnaires face à l'Union de la gauche

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les discussions entre la LCR et LO concernant une éventuelle apparition commune des révolutionnaires le 1^{er} Mai, à Paris, ne sont pas encore terminées. En effet, ces discussions ont été bloquées pendant quelques jours par le refus formel de la LCR d'accepter, parmi les banderoles de tête de la manifestation, ne serait-ce qu'un mot d'ordre exprimant clairement l'idée que l'Union de la gauche au gouvernement y défendra les intérêts de la bourgeoisie. Et si la LCR a finalement accepté l'une des deux formulations que nous proposons — ce qui permet d'espérer qu'un accord global sur l'organisation d'un cortège unitaire des révolutionnaires pourra être conclu dans les prochains jours — toutes les divergences entre LO et la LCR n'ont pas disparu pour autant. L'article de Rouge (en date du 20 avril) dans lequel la LCR explique qu'elle accepte finalement l'un de nos mots d'ordre en est d'ailleurs l'illustration.

Comment la LCR formule-t-elle le problème ? « A la veille de l'arrivée probable de la gauche au gouvernement — écrit le rédacteur de Rouge — il y a donc, pour les révolutionnaires, un double danger : soit, au nom de la nécessité d'être avec les masses, s'adapter à l'Union de la gauche, comme le fait le PSU, soit se contenter d'une dénonciation abstraite des réformistes, comme le proposent Lutte Ouvrière et, plus caricaturalement encore, les maoïstes. » Le malheur est qu'en écrivant cela le rédacteur de Rouge dénature le vrai problème, celui qui a été au centre des discussions entre la LCR et LO.

Lutte Ouvrière n'a en effet jamais proposé de « se contenter d'une dénonciation abstraite ». Nous n'avons jamais refusé, pour

reprendre les exemples « d'aspects concrets, perceptibles dès aujourd'hui, de la politique de collaboration de classe du PS et du PC » que cite Rouge, de dénoncer le fait que « les directions syndicales refusent de mettre à l'ordre du jour la centralisation des luttes contre le plan Barre ». Nous sommes d'accord pour dire que le fait que « Mitterrand et Marchais s'engagent à respecter la Constitution de 1958 et, par conséquent, à gouverner avec Giscard » est significatif de la politique de l'Union de la gauche (ce qui ne veut pas dire, par contre, que leur politique serait d'une autre nature s'ils annonçaient que l'Union de la gauche majoritaire proposait une autre Constitution et demandait à Giscard de démissionner). Nous sommes d'accord pour dire que le soutien du PS à l'amiral Sanguinetti et celui du PC à Léo Hamon sont eux aussi des faits significatifs (ce qui ne veut pas dire, non plus, que l'Union de la gauche serait d'une autre nature si elle ne faisait pas du charme à ces hommes-là). Mais tout cela ne nous dispense en rien de dire, en outre, ce que nous pensons quant aux intérêts de classe que défendra l'Union de la gauche au gouvernement.

Or c'est précisément à cela que la LCR se refusait. Et si elle a finalement accepté l'une de nos formulations, il est significatif à cet égard que, parmi les deux qui étaient en litige (« gouvernement de droite, gouvernement de gauche : les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes » et « gouvernement de droite, gouvernement de gauche : deux politiques différentes au service des mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie. Travailleurs, ne comptons que sur nous-mêmes ! », la LCR ait choisi le

premier, c'est-à-dire le moins explicite.

Et le fond du problème, c'est qu'au nom de considérations tactiques, la LCR est prête à taire ses positions de principe. Elle est prête à écrire dans son quotidien (pour peu qu'elle ait à répondre à LO !) « qu'un gouvernement réformiste n'est pas un gouvernement « ouvrier bourgeois », mais un « faux gouvernement ouvrier », c'est-à-dire un vrai gouvernement bourgeois », mais pas à le dire devant les travailleurs qui manifesteront le 1^{er} Mai. Et c'est cela qui est grave.

Cette attitude de la LCR par rapport à l'Union de la gauche, Rouge la présente évidemment comme une application du Programme de transition et nous rappelle obligeamment que celui-ci affirme : « De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan ». Mais le rédacteur de Rouge oublie simplement que le Programme de transition (explicitement écrit en vue d'une « période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation ») précise très clairement que les révolutionnaires doivent rejeter « résolument le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan dans son interprétation démocratique et bourgeoise ». Et c'est très précisément de cela qu'il s'agit lorsqu'on parle d'une victoire électorale (et seulement électorale) des partis réformistes.

On le voit, la politique qui consiste à crier « Giscard dehors ! » et à « se contenter » de dénoncer le fait que « Marchais et Mitterrand gardent Giscard et sa Constitution » n'est qu'une cari-

cature de celle défendue par le Programme de transition. Car quand bien même Marchais et Mitterrand seraient prêts à renvoyer Giscard à Chamalières et à changer la Constitution, quand bien même ils rompraient avec les Radicaux de Gauche, ils n'auraient en rien rompu avec la bourgeoisie.

Dans une période de mobilisation de la classe ouvrière, où celle-ci attendrait de ses organisations traditionnelles qu'elles constituent un gouvernement, pour appliquer une politique de défense des intérêts des travailleurs, il serait effectivement juste de mettre le PC et le PS au pied du mur. Mais aujourd'hui, alors que le PC et le PS se préparent à gérer la crise de la bourgeoisie et à faire accepter de nouveaux sacrifices aux travailleurs, ne pas mettre ceux-ci en garde contre cette politique et se contenter de réclamer que la gauche vienne le plus vite possible au gouvernement est une complète démission pour des révolutionnaires.

Nous ne désespérons pas d'en convaincre les militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Et c'est pourquoi, considérant comme un fait positif l'acceptation par leur organisation de l'un des mots d'ordre qu'elle refusait jusque-là (bien que cette acceptation soit pleine d'ambiguïté), nous serons à leur côté le 1^{er} Mai, si les problèmes posés par l'organisation de l'ensemble du cortège sont résolus de la même manière que celui des banderoles de tête. Mais nous entendons bien poursuivre le débat, car ce n'est pas seulement de la manifestation du 1^{er} Mai qu'il s'agit, mais de toute la politique de l'extrême-gauche dans la période qui vient, alors que des responsabilités importantes peuvent incomber aux révolutionnaires.

François DUBURG.

Iu avec intérêt...



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Le Pouvoir aux Travailleurs (n° 49, 11-4-1977), mensuel trotskyste organe de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, évoque la situation financière au Mali :

« Le gouvernement de Moussa Traoré, représenté par Charles Samba Cissoko, et l'ambassadeur de France au Mali ont signé, le 25 mars dernier, huit conventions financières de plus de un milliard de francs maliens.

Selon L'Essor, journal gouvernemental, cette somme est un don de l'Etat français à l'Etat malien, sous forme de subventions.

Il arrive de temps en temps que l'impérialisme français débloque un peu d'argent pour des raisons politiques. Il est de son intérêt de ne pas laisser Traoré se noyer dans ses problèmes budgétaires. Mais ici, à l'intérêt économique direct s'ajoute l'intérêt

politique. L'argent non remboursable donné à l'Etat malien est destiné à développer la culture arachidière. Autrement dit, à développer encore un peu plus cette monoculture dont la production répond aux besoins des trusts alimentaires français et allemands, et nullement aux besoins de la population. L'économie du Mali se trouvera un peu plus liée à la monoculture, et donc au marché mondial, et les paysans maliens un peu plus exploités par les Lesieur, etc. (...)

Ce don n'a pas pour autant résolu le problème financier du Mali. Le pays connaît toujours un important déficit commercial. Pour la seule année 1976, ce déficit est de 53,5 milliards de francs maliens. A cela viennent se rajouter plus de 100 milliards de dettes. Et tous les ans le gouvernement malien doit verser les intérêts des sommes empruntées. Pour 1976, ces intérêts s'élevaient à 9,6 milliards. »

La fête de Lutte Ouvrière de Lille



Les 16 et 17 avril, la troisième fête locale de Lutte Ouvrière se tenait à Lille. Elle a été un succès puisque, sur les deux jours, elle a enregistré plus de sept cents entrées. Ambiance chaleureuse, bal folk le samedi soir, animé par le groupe « Sa-que l'Satiau », rien ne manquait, même pas la traditionnelle frite mayonnaise !

Quant aux débats d'idées, ils sont allés bon train dans les forums, avec vivacité parfois — tel celui sur le féminisme —, avec intérêt toujours.

Bref, une fête réussie, où les habitués, comme ceux qui la découvraient pour la première fois, se sont donné rendez-vous... en 1978 !

MALI :

L'AIDE INTERESSEE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

Libération
Mardi 3 février 1978
N° 1006

**A BELFAST
AUJOURD'HUI**

Voici quelques extraits d'une enquête réalisée par un envoyé spécial de **Libération** à Belfast (Irlande du Nord) au mois d'avril. L'enquête est parue dans **Libération** du 19 avril 1977, n° 1006.

« Chaque maison est un fortin et des caméras vidéo surveillent chaque pub, chaque édifice public. Pour se protéger de la bombe, l'habitant de Belfast, lorsqu'il vit dans un quartier dangereux ou sur une « frontière », grille d'abord sa fenêtre, puis entoure son mur de barbelés. Il dispose ensuite des chevaux de frise et des grillages en forme de toit sur sa cour intérieure. Pour les bars, cibles favorites car ils sont le lieu de rendez-vous des communautés, on a tressé des carapaces de grillages qui partent du toit et tombent dans la rue, bouchant le trottoir et protégeant ainsi l'édifice.

Des rues entières sont murées après l'expulsion ou l'évacuation de leurs habitants. Parfois, dans une rue morte, dans un champ de ruines urbaines, subsiste une habitation fortifiée qui a résisté à toutes les attaques, comme cette boutique d'articles religieux nommée « Fort Alamo » par dérision. (...)

LA DESOBEISSANCE CIVILE DU GHETTO

Dans les ghettos catholiques, depuis 1972, beaucoup de gens ne payent plus rien. Au début, ils avaient choisi ce mode d'action pour lutter contre la mise en œuvre de l'internement, une mesure permettant l'incarcération sans jugement. Même après la suppression de cette mesure d'exception, ils continuent de désobéir. Le gaz, l'eau, l'électricité représentent autant de notes jetées aux poubelles. Quant aux loyers, il n'est même pas utile de l'évoquer, un nombre invraisemblable d'Irlandais du Nord squatant à l'heure actuelle leur logement et ne déboursant plus un penny. Parfois, un représentant de la loi vient essayer de couper l'eau ou l'électricité dans une maison du ghetto, et c'est immédiatement la population qui réplique en vidant l'importun. Les Britanniques, pour leur part, ne s'occupent absolument pas de ces détails, la guerre les vidant de leur énergie. (...)

A la porte de chaque magasin, une autre fouille s'effectue, par prudence, et celle-ci est opérée par des milices payées par le commerçant. Qu'à cela ne tienne, les bombes sont souvent amenées dans le centre en pièces détachées et assemblées sur place.

Quand l'IRA Provisoire place une bombe dans une boutique, elle prévient les RUC environ trente minutes avant l'explosion. Les gens ne fuient pas, ils se tiennent à l'écart, attendant qu'elle saute, puis reprennent leurs achats. Juste avant Pâques, les RUC firent évacuer un magasin de Belfast quelque deux minutes avant l'explosion. Elle fit de nombreux blessés et la police arguera du fait que l'IRA les avait prévenus trop tard. De fait, l'IRA avait bien téléphoné dans les temps et avait, par la même occasion, alerté la presse locale. C'est elle qui rétablira la vérité le lendemain dans les journaux de Belfast.

Pour les Britanniques, la délation paie et elle ne néglige rien dans ce sens. Sur les journaux, les bus et les tickets de transports, un numéro de téléphone 62-21 55. On l'appelle le « numéro confidentiel » et c'est là que vous devez dénoncer un voisin, un ami ou un parent que vous soupçonnez d'appartenir à l'IRA. Par d'innombrables publicités, radio et TV appellent ainsi à aider l'armée britannique, la TV d'Ulster consacrant même cinq minutes toutes les semaines à ce travail, en montrant la photo des gens recherchés et en demandant l'aide des "gens honnêtes". »

Révolution socialiste Antilles

PUERTO-RICO :

**LOLITA LEBON
EN PRISON
DEPUIS 23 ANS**

Révolution Socialiste Antilles du 16 avril 1977 rappelle le sort réservé par le gouvernement américain aux militants de l'indépendance de Porto-Rico :

« Ils sont les plus anciens prisonniers politiques du continent américain.

Ces cinq militants indépendantistes porto-ricains croupissent dans des geôles nord-américaines depuis vingt-trois ans ! (vingt-sept ans pour Collazo).

Le 1^{er} mars 1954, sous la direction de Lolita Lebon, dirigeante du Parti Nationaliste Porto-Ricain aux Etats-Unis, Flores, Cancel et Figueroa avaient organisé un attentat au Capitole de Washington (siège du Congrès américain). Ils enten-

daient protester contre la politique néo-coloniale des USA sous le couvert du statut hypocrite d' « Etat libre associé », mais aussi contre la réunion, à Caracas, de la conférence inter-américaine que devait préparer l'intervention militaire yankee contre le régime du président Arbenz au Guatemala...

Pour la première fois depuis vingt-trois ans, Lolita Lebon a été autorisée à quitter la prison d'Alderson et à se rendre à Porto-Rico pour assister aux obsèques de sa fille, tuée dans un accident de voiture.

A San Juan, personne n'a pu l'approcher, la surveillance des policiers nord-

américains étant particulièrement étroite. Après la cérémonie, elle a immédiatement été embarquée pour les USA et sa prison.

Malgré toutes ces précautions, le cortège funèbre s'est spontanément transformé en manifestation en faveur de l'indépendance...

Dans la Caraïbe, mais aussi dans le monde entier, la voix des révolutionnaires doit monter pour exiger de Jimmy Carter, qui ose mener campagne pour « les Droits de l'homme et la liberté », la libération des prisonniers politiques porto-ricains, de Lolita Lebon et de ses camarades. »

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

**L'ECRIVAIN
EST-ALLEMAND
REINER KUNZE
PASSE A L'OUEST**

Rouge, n° 326 du lundi 18 avril 1977 publie à ce propos l'information suivante :

« L'écrivain est-allemand Reiner Kunze vient de quitter volontairement la République Démocratique Allemande. Il s'est installé avec sa femme et sa fille en Allemagne fédérale. Dans une déclaration rendue publique à la fin de la semaine,

Kunze affirme avoir volontairement quitté la RDA. (...)

Kunze est un écrivain, romancier, poète, très connu dans les deux Allemagne. Il a été exclu l'an dernier de l'Union des écrivains d'Allemagne « démocratique » et connaît depuis les plus grandes difficultés à faire éditer ses œuvres dans ce

pays. Son dernier livre, intitulé **Les années merveilleuses**, a été publié en RFA.

En 1968, Kunze a quitté le PC est-allemand, la SED, pour protester contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Plus récemment, il avait été poursuivi pour avoir publié sans autorisation des ouvrages en RFA. Sa fille avait dû quitter l'université. »

l'Étincelle

**LE CONGRES
« D'AVANGUARDIA
OPERAIA »**

Dans son numéro 17 du 14 avril, le journal de l'OCT relate le récent congrès de l'Organisation Communiste Avanguardia Operaia, à laquelle elle est liée, en Italie, et qui a donné lieu d'une part à une scission, d'autre part à une remise en cause de l'organisation par une tendance féministe :

« Au début, sur la grande scène qui sert de tribune, on voit le rapporteur désigné par le Comité central accomplir « l'exploit » traditionnel qui consiste à parler deux heures d'horloge pour introduire les débats du congrès. Puis, pendant une journée entière, se succèdent des interventions (qui semblent ne pas se répondre) devant une assistance qui manifestement écoute d'une oreille distraite ces propos qui n'ont rien de commun avec la tension visible de tous les militants. Va-t-on continuer comme ça pendant cinq jours ? (...)

Stupeur : ce n'est pas une femme, au nom de toutes les femmes, mais des dizaines de féministes qui occupent littéralement la tribune : la critique des rapports de délégation et de représentation sera au cœur des griefs des camarades femmes, celles-ci feront donc une « intervention collective ». Cette intervention est une charge inouïe : chacun reçoit son paquet, tous les problèmes politiques du parti sont passés au crible, les erreurs impitoyablement dénoncées. La conclusion s'impose d'elle-même et elle vient de la bouche d'une camarade : « **Où bien tous ces problèmes seront pris en considération, ou bien ce n'est pas nous qui quitterons le parti, mais vous qui nous en chasserez !** »

Le congrès donne lieu pourtant de la part de Massimo Gorla, un des principaux dirigeants d'Avanguardia Operaia, qui accorde une interview à L'Étincelle, à

un commentaire satisfait :

« Les militants sont venus à ce congrès avec la ferme intention de demander des comptes aux dirigeants de ce qu'ils ont fait et de se réapproprier toutes les décisions et tous les aspects d'initiative politique du parti. Du coup, ce congrès a mis nécessairement au premier plan la critique d'une certaine façon de faire de la politique, des modèles traditionnels d'existence du parti, empruntés pour la plupart directement aux grands partis de la gauche historique et surtout au Parti Communiste, modèles qui ont exclu, exproprié l'ensemble des militants de l'organisation. »

La direction d'Avanguardia Operaia semble donc, en tout cas, prête à remettre en cause ce qu'elle nomme « la politique traditionnelle ». Mais on peut se demander s'il restera, alors, une organisation...

Dakar : le pacte néo-colonial

Le « sommet » franco-africain, qui rassemble cette année à Dakar les représentants de 18 Etats africains avec Valéry Giscard d'Estaing, s'est tenu sous des auspices favorables. Le soutien que vient d'apporter, à sa mesure, le gouvernement français au régime de Mobutu était en effet bien de nature à réconforter bon nombre de ces chefs d'Etat, inquiets devant ce qu'ils appellent la « déstabilisation » de l'Afrique et les progrès de l'influence soviéto-cubaine, mais en réalité inquiets surtout de la précarité de leurs régimes.

Ce geste politique n'est bien sûr pas désintéressé de la part du gouvernement français. C'est d'intérêts économiques précis qu'il s'agit entre lui — ou, plus exactement, les grosses sociétés et les groupes financiers qu'il défend — et les dirigeants africains dans son orbite.

En fait, de la part des groupes français comme Pechiney ou Boussac, il s'agit d'un véritable pillage de pays qui, du Mali à la Côte d'Ivoire, du Sénégal au Togo, sont parmi les plus pau-



Senghor et Giscard à Dakar : quelques sourires et quelques gendarmes... pour assurer la continuation de l'exploitation capitaliste. (AFP)

vres du monde. L. Senghor, président du Sénégal, l'a dénoncé lui-même en déclarant : « ... depuis 1973, les prix des produits importés ont augmenté de près de 234 %, tandis que les prix de nos exportations n'ont pas augmenté de plus de 50 % ».

Mais ces hommes d'Etat qui constatent parfaitement à quel

point les richesses de leurs pays sont drainées dans les caisses des grandes compagnies capitalistes, sont les mêmes qui siègent à Dakar et « coopèrent » avec la France, en échange de quelques crédits dont la couche de possédants qu'ils représentent est la bénéficiaire ; et en échange aussi d'une certaine protection mi-

litaire pour leur régime — Senghor proposerait d'ailleurs la création d'une force armée commune des Etats francophones, sous la houlette de la France.

C'est en ce marchandage que consiste le « sommet » de Dakar, quatrième du genre.

Christiane LE GUERN

Zaire : les grandes manœuvres

Parallèlement aux combats dont on ne sait pas grand-chose, le jeu diplomatique mis en scène autour de « l'affaire zaïroise » se poursuit. Les USA continuent d'affirmer qu'ils n'ont rien à faire dans cette région du monde, qu'il ne s'agit pas au Zaïre d'un conflit entre l'Est et l'Ouest, qu'il n'y a pas un seul conseiller soviétique ou cubain au Zaïre.

Les USA sont donc bien décidés pour le moment à ne pas intervenir directement eux-mêmes, et c'est dans la logique de leur politique depuis la fin de la guerre du Vietnam et les mésaventures de l'Angola : éviter de lier les intérêts économiques et politiques de Washington à tel homme ou tel régime incapable de se maintenir au pouvoir. L'his-

toire récente a montré aux dirigeants américains que leurs intérêts pourraient être aussi bien défendus par certains aspirants au pouvoir. Ce qu'ils veulent éviter, c'est qu'une longue lutte armée ne mette le pays et le continent dans un tel désordre qu'il mette en cause les profits capitalistes. De là l'utilité d'un gendarme, d'un gardien de l'ordre, et de là l'utilité pour Washington de la dernière intervention française au Zaïre.

Ce rôle de police, utile bien sûr d'abord au policier lui-même, sert donc également les intérêts généraux de tous les impérialistes qui ont quelques propriétés, quelques richesses en Afrique. Et que Giscard continue d'affirmer qu'il a fait son action tout seul, comme un grand, sans de-

mander l'avis à l'oncle d'Amérique (ce qui veut dire qu'il n'en a pas toujours été ainsi !) le résultat est strictement le même. Sans un GI's, avec le minimum de dollars, en continuant de laisser apparaître Carter comme un libéral, les intérêts US sont quand même défendus.

Ces rapports entre les USA et la France, on les retrouve à un autre niveau, entre Rabat et Paris. Giscard n'a pas besoin de sortir ses paras ni de faire appel à la Légion, les Marocains font bien mieux l'affaire, au moins du point de vue politique. Giscard s'en sort, pour le moment, avec le moins de « casse » possible. Il peut se permettre après avoir mis tous les acteurs en place, de clamer à la De Gaulle : « l'Afrique aux Africains ».

Et dans ce concert, l'attitude des dirigeants des Etats africains est remarquable de calme et de pondération.

Au-delà des étiquettes « progressistes », « neutralistes »... tous les Etats africains sont restés sur une prudente réserve. C'est qu'en définitive un intérêt commun les unit. Eux aussi, comme Carter, Giscard et Hassan, craignent par-dessus tout la remise en cause de l'ordre et du statu quo africain. Et c'est pourquoi entre Mobutu et les maquis zaïrois, tant que la lutte n'a pas fait apparaître un vainqueur certain, même les Etats les plus « progressistes » éviteront de mettre tous leurs œufs dans le même panier en appuyant trop ouvertement une des parties.

Guy CASTEL.

USA : Carter veut réduire la consommation d'énergie pour augmenter les profits des trusts

Carter vient d'annoncer la publication prochaine d'un plan concernant la consommation d'énergie aux USA.

Bien que les détails du plan Carter ne soient pas encore connus, on peut d'ores et déjà affirmer que l'essentiel des mesures qu'il prévoit consistera en une augmentation du prix de l'énergie, et en particulier du pétrole, moyen le plus efficace que connaisse le système capitaliste pour faire baisser la demande.

Le bruit court que Carter envisagerait d'instituer une taxe supplémentaire d'environ 60 centimes par litre de pétrole.

Et c'est d'ailleurs pour préparer l'opinion américaine à des hausses de prix sensibles dans le domaine des énergies courantes que Carter agite le spectre d'une pénurie de l'énergie si la consommation ne baisse pas.

Cette réduction de la consommation d'énergie aurait plusieurs

avantages. D'abord celui de diminuer le volume des importations de pétrole ; et c'est important en cette période de crise où la balance du commerce extérieur américain est en déficit chronique.

Ensuite, l'augmentation du prix du pétrole permettrait aux grands trusts américains qui se partagent le marché — les fameuses « sept sœurs » — d'augmenter leurs profits sans avoir pour cela à augmenter le volume de leur production.

Et enfin, cette hausse du pétrole donnerait la possibilité à ces trusts de rentabiliser les investissements qu'ils ont faits dans d'autres secteurs, comme celui du charbon ou des schistes bitumineux. Ces autres formes d'énergie, d'un prix de revient aujourd'hui supérieur à celui du pétrole, redeviendraient (pour le charbon) ou deviendraient (pour les schistes) concurrentielles.

Déjà, lors de la crise du pétrole de 1973, les principaux bénéficiaires de la pénurie artificielle de pétrole et de la hausse des tarifs décidée par les pays de l'OPEP, avaient justement été les « sept sœurs ». Aujourd'hui, c'est une nouvelle opération du type de celle de 1973 que préparent les trusts pétroliers par Carter interposé.

Ainsi, tout en expliquant hypocritement aux Américains qu'il n'hésitera pas à s'affronter aux trusts pétroliers pour obtenir une réduction de la consommation d'énergie, Carter s'apprête en réalité à se faire l'instrument de la stratégie de ces mêmes trusts.

Et dans un pays déjà lourdement touché par la crise, les hausses de prix en chaîne que ce choix entraînera ne peuvent qu'aggraver le chômage et les conditions d'existence de la classe ouvrière américaine.

François ROULEAU

AUTANT EN EMPORTENT LES PROMESSES ELECTORALES

Durant la campagne présidentielle, Jimmy Carter dans sa pêche aux électeurs a multiplié les promesses démagogiques, entre autre de réduire de 50 dollars les impôts sur le revenu de chaque américain.

Certes ce n'est pas énorme (l'équivalent de 250 francs) mais c'est le geste qui comptait. Eh bien, ce petit geste était encore sans doute de trop, car, tout compte fait le nouveau président des Etats-Unis vient de déclarer qu'il annulait cette « ristourne ».

Comme quoi le moralisme de Carter dont font état si complaisamment les journaux est sans doute celui de tous les politiciens. Il consiste à oublier bien vite une fois en place, toutes les promesses qu'ils ont faites à leurs électeurs.

Après les élections en Belgique

VERS LA PARTICIPATION DU PARTI SOCIALISTE A LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ?

Les élections générales qui se sont déroulées en Belgique dimanche 17 avril se traduisent par une victoire pour les Sociaux-Chrétiens, dont le leader et chef du gouvernement, Léo Tindemans, avait justement provoqué ces élections anticipées. Les Sociaux-Chrétiens passent de 72 élus à 80. De son côté, l'autre grand parti, le Parti Socialiste, progresse puisqu'il passe de 59 sièges à 62 sièges. Enfin, le dernier parti à progresser est le Front des Francophones (FDF). Tous les autres partis stagnent ou reculent franchement, quand ils ne s'effondrent pas, comme le parti des nationalistes wallons, qui passe de 13 à 5 sièges.

Malgré leur victoire, les Sociaux-Chrétiens, avec 80 sièges, sont dans l'impossibilité de gouverner seuls, car il y a 212 représentants au Parlement. Mais, de toute façon, telle n'a jamais été leur ambition en provoquant délibérément ces élections et en mettant fin au gouvernement de coalition sans les Socialistes, qu'ils dirigeaient depuis 1974.

La Belgique, comme tous les pays d'Europe, est depuis plusieurs années touchée par la crise, mais peut-être encore plus que d'autres pays. L'inflation avait atteint officiellement 16 % en 1974 et, si elle se serait revenue aux alentours de 8 % pour l'année passée, au premier trimestre 1977 les prix se sont remis à galoper. Mais surtout, la Belgique est un des pays européens les plus touchés par le chômage. Le chiffre officiel est de 300.000 chômeurs et 6 % de la population active. Mais des estimations parlent de 10 % de la population active (en comparaison, le taux de chômage en France tournerait entre 4 et 5 % de la population active). De plus, ce chômage est particulièrement vif en Wallonie où se trouvent concentrées les industries sidérurgiques classiques, qui sont dans

une crise encore plus grave qu'en France.

Dans cette situation, la bourgeoisie ressent la nécessité d'imposer une politique d'austérité. C'est ce qu'ont bien tenté de faire les Sociaux-Chrétiens, mais il y avait un absent de marque au gouvernement : les Socialistes. Car si les Sociaux-Chrétiens ont bien une certaine influence sur les travailleurs à travers la centrale syndicale chrétienne, le parti majoritaire dans la classe ouvrière est le Parti Socialiste. Et c'est son syndicat, la FGTB, qui sans conteste est l'organisation qui a l'audience de la classe ouvrière. D'autant que ces derniers temps, en Wallonie, le mécontentement était tel que les syndicats chrétiens, aux côtés des socialistes, ont été obligés d'organiser des grèves de protestation contre l'austérité et que cela a commencé à se faire en Flandre.

Les Sociaux-Chrétiens ne pouvaient seuls, dans ces conditions, parvenir à obtenir le consensus des travailleurs pour accepter des sacrifices. Pour cela, ils avaient besoin de l'appui des Socialistes, qui depuis quatre ans s'étaient refaits une certaine virginité politique en se trouvant dans l'opposition. Et ce choix, ce n'était pas seulement le vœu des milieux politiques, mais encore plus peut-être celui des industriels et des milieux d'affaires. Comme le déclarait un banquier bruxellois : « Une bonne politique économique et sociale coûte moins cher que des grèves perpétuelles. »

En ce sens, les résultats des dernières élections ne peuvent que réjouir un peu tout le monde, les Sociaux-Chrétiens, les Socialistes et le patronat. Les deux partis gagnants sont justement ceux qu'il s'agit d'associer pour mener à bien cette politique d'austérité que, contre quelques vagues promesses, le Parti Socialiste s'est par avance implicitement engagé à accepter.

Paul SOREL.



Cools, dirigeant du PSB.



Leo Tindemans

Les partis nationalistes dans les élections

Un des problèmes des élections belges était de savoir quel serait le nombre de voix et de sièges recueillis par les partis nationalistes, wallon, flamand et bruxellois.

Pendant longtemps, la bourgeoisie wallonne avait imposé sa domination à tous et sa langue aux Flamands, qui supportaient mal cette oppression linguistique doublée d'un sous-développement économique de leur région. C'est ce qui donna naissance à un nationalisme flamand. Quant aux Wallons, c'est le dépeuplement économique de la Wallonie au profit des Flandres et la crise qui l'a accompagné qui ont été utilisés par certains leaders syndicaux dans les années 1960 pour détourner la colère ouvrière vers une prétendue solution régionaliste. Cela donna naissance au Rassemblement Wallon. Pour corser le tout, les francophones bruxellois (85 % de la population de Bruxelles) ont vu certains de leurs privilèges antérieurs remis en cause justement au nom du

bi-linguisme. Du coup, le Front des Francophones s'est développé jusqu'à devenir le premier parti de Bruxelles.

Dans le contexte de la crise économique, on s'interrogeait pour savoir si les idées régionalistes n'allaient pas retrouver un certain regain d'intérêt dans les populations. Eh bien, en Flandre et surtout en Wallonie, il n'en a rien été, si l'on en croit les résultats électoraux.

La Volksunie flamande passe de 22 sièges à 20 et le Rassemblement Wallon s'effondre de 13 sièges à 5. C'est que ces deux partis déjà anciens n'ont guère pu faire la preuve que leur politique présentait une issue meilleure que celle des autres partis classiques, pour la population. Bien plus, le Rassemblement Wallon s'est compromis en participant au gouvernement et donc à la gestion de la crise, pendant de longs mois. Et ses voix se sont retrouvées sur le Parti Socialiste, qui représentait d'une certaine manière l'opposition.

Le seul parti régionaliste à pro-

gresser est le Front des Francophones, qui a gagné un siège. Il doit sans doute sa progression d'abord au fait que sa création est plus récente et d'autre part au fait de la situation actuelle de Bruxelles. Par un étrange paradoxe, c'est la minorité flamande, longtemps défavorisée par sa langue, qui se trouve bénéficiaire du bi-linguisme imposé récemment. Longtemps obligée d'apprendre aussi le français, elle se trouve maintenant favorisée pour l'obtention des postes des administrations et de la Fonction publique. Ce qui maintient un climat de tension particulier dans la communauté francophone, en particulier en cette période de crise où les emplois sont si durs à trouver.

Car le fond du problème aujourd'hui en Belgique est bien la crise. Et, pas plus que les autres partis nationalistes, le FDF n'y apporte évidemment une solution. Il ne fait guère que se servir de la crise pour faire de la démagogie électorale.

P.S.

Une solution radicale de la querelle linguistique

Pendant toute la campagne, le bourgmestre d'une banlieue de Bruxelles, Overijse, a décidé d'interdire les affiches électorales écrites en français. Rien ne l'autorisait à faire cela, d'autant que, si sa commune est à majorité flamande, 35 % des habitants, eux, sont francophones.

Mais dans le climat de surenchère électorale et de tension linguistique dans la région de Bruxelles, le 15 avril, il recevait l'appui du président des Sociaux-Chrétiens, qui ont leur base élec-

torale principale en Flandres, et d'un autre côté des Socialistes flamands de la région bruxelloise.

Tant et si bien que, le gouvernement n'arrivant plus à se faire obéir, devant la tension qui montait, une solution simple a été trouvée... le retrait de toutes les affiches, quelles que soient les langues !

Pour mettre fin aux querelles linguistiques, quoi de plus radical en effet que de supprimer... le droit à la parole !

L'extrême-gauche dans les élections

A la gauche du Parti Socialiste Belge, dans ces élections, se présentaient bien sûr le Parti Communiste Belge, qui habituellement recueille de 3 à 4 % des voix et a 4 sièges. Cette fois-ci, il n'a réussi à en avoir que 2, en passant de 170.000 voix à 151.000.

Mais aussi se présentaient deux groupes d'extrême-gauche : un groupe maoïste dans les Flandres, « Pour le pouvoir aux travailleurs », et la section belge de la IV^e Internationale, la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs. Si le groupe maoïste a recueilli 24.000 voix en Flandres, la LRT, elle, a recueilli 16.000 voix en tout.

ESPAGNE

L'armée veille

Après la reconnaissance du Parti Communiste Espagnol par le gouvernement Suarez, tout le monde a suivi avec attention les réactions des militaires espagnols.

Outre la démission d'un ministre de la Marine du gouvernement, geste limité d'un vieux compagnon de Franco, c'est la résolution adoptée par le Conseil supérieur de l'armée qui a attiré le plus l'attention et a même été l'objet de polémiques.

Officiellement : la résolution condamne la légalisation du PCE, mais l'armée admet avec discipline le fait accompli. Le quotidien d'extrême-droite *L'Alcazar* avait cru bon de préciser que la résolution ajoutait aussi que les généraux étaient prêts « pour régler les pro-

blèmes, à employer d'autres moyens si nécessaire ».

Le Conseil supérieur de l'armée a démenti. Le ministre de l'Information a sommé le quotidien *L'Alcazar*, porte-parole des anciens combattants franquistes, de reproduire sans additif le communiqué officiel. Le gouvernement a obtenu satisfaction, mais la campagne anti-communiste se poursuit.

Et c'est Fraga Iribarne, leader de l'Alliance Populaire, qui semble en avoir pris la tête. Actuellement, il fait campagne pour obtenir une convocation, en session extraordinaire, des Cortes. Pour contraindre, dit-il, le gouvernement à stopper le processus de libéralisation et notamment revenir sur la légalisation du PCE. En fait, Fraga mène

ne simplement campagne pour les élections générales du 15 juin.

Comme bien d'autres anciens députés du régime franquiste, il a admis — même désiré — l'évolution actuelle du régime. Mais la propagande anti-communiste est pour lui un moyen de drainer vers l'Alliance Populaire, son parti, les suffrages réactionnaires.

Il est probable que certains, en Espagne, voudraient bien revenir à la dictature. Mais ceux-ci, ce n'est pas sur les Cortes qu'ils comptent pour stopper ou annuler la libéralisation. L'exemple même de Franco leur a certainement appris, n'en doutons pas, qu'ils ont besoin d'autres moyens, et notamment de l'armée.

Celle-ci pour le moment appuie

l'expérience Suarez, y compris donc la reconnaissance du PCE. Mais si l'armée ne bouge pas aujourd'hui, cela ne signifie pas qu'elle ne se tient pas prête à intervenir éventuellement et de manière brutale dans la vie politique. C'est ce que le quotidien *L'Alcazar* a tenu à rappeler.

Et que chacun, à chaque nouveau geste du gouvernement, regarde vers l'armée pour savoir quelles seront ses réactions, si elle acceptera ou si elle mettra son veto, montre exactement quel est le régime qui se met en place aujourd'hui en Espagne : un régime parlementaire... sous la protection des militaires.

Jean VITTEAU

Pour le PCE la légalisation vaut bien un drapeau

Il n'a pas fallu attendre longtemps après sa légalisation pour que le Parti Communiste Espagnol donne à la bourgeoisie de nouveaux gages de sa volonté de rester docilement dans le cadre du régime parlementaire que le roi Juan Carlos met en place peu à peu.

D'abord, le PCE a décidé d'annuler le premier grand meeting public qu'il comptait organiser en tant que parti officiellement reconnu, dimanche 17 avril à Madrid.

On a pu peut-être trouver des raisons à l'annulation de ce meeting, telles par exemple que la crainte d'un attentat ou d'une provocation de groupes d'extrême-droite qui souhaitent stopper le processus en cours. Mais il apparaît plutôt que le geste du PCE est un gage formel donné au gouvernement qu'il n'entend nullement profiter de sa légalisation pour

créer la moindre agitation, le moindre trouble contre le régime.

Et ce qui éclaire la politique du Parti Communiste Espagnol sous son jour véritable, c'est la décision prise, en même temps, d'adopter le drapeau de la monarchie espagnole à la place de celui de la République qu'il avait fait sien au cours de la guerre civile (ce qui était déjà à l'époque un geste d'allégeance envers la bourgeoisie et ses représentants républicains).

Ce geste du PCE vis-à-vis du régime du roi Juan Carlos est très significatif, car rien ne l'y obligeait. Rien, si ce n'est justement la volonté du PCE de faire allégeance à la monarchie espagnole, de rentrer dans le cadre politique tracé par le roi et de promettre d'y tenir sa place.

Claude CHARVET



Santiago Carillo lors de la première réunion officielle du Comité exécutif du PCE à Madrid après la légalisation : du communisme à la démocratie... monarchique. (UPI)

La grève des travailleurs du bâtiment de Catalogne

Les travailleurs du bâtiment en Catalogne et dans la région de Gerone sont entrés dans leur quatrième semaine de grève, semaine qui risque d'être décisive. Au début de cette semaine, c'étaient près de 100 000 travailleurs qui continuaient leur mouvement. Les revendications concernent à la fois les salaires (les travailleurs réclament un minimum d'environ 560 F par semaine, contre 350 ou 400 F pour beaucoup d'entre eux), les horaires de travail (les 40 heures), une allocation d'aide scolaire, une amélioration des prestations sociales, les libertés syndicales et politiques.

Patronat et gouvernement montrent la même dureté que lors des précédentes grèves du bâtiment ou lors de la grève de Roca et celle de Tarabusi, il y a quelques mois. Jusqu'à présent rien n'a été cédé sur les revendications. Quant aux autorités, en refusant jusqu'à la semaine dernière l'accès à des locaux aux grévistes pour se réunir, elles ont provoqué de multiples affrontements entre grévistes et forces de l'ordre. Le mardi 5 mai, le gouverneur de Barcelone ayant refusé son autorisation pour la tenue d'une assemblée générale au Palais des Sports de la ville, c'est une véritable armée de flics

qui est intervenue. Après de violentes bagarres, près de 3 000 travailleurs, après avoir percé le barrage policier, ont fini par tenir leur assemblée dans la cathédrale.

Cette grève, où s'exprime une forte combativité des travailleurs, est organisée suivant un schéma désormais classique en Espagne. Les décisions sont prises en assemblée générale. Les délégués qui participent aux négociations sont révocables à tout moment. Jusqu'à présent les tentatives du gouvernement, aidé en cela par le syndicat vertical officiel, de trouver d'autres interlocuteurs moins dépendants des grévistes

que ce comité de grève ont échoué.

Le véritable problème est l'isolement de cette grève. Et il est bien certain que, dans cette période pré-électorale, les travailleurs ne peuvent compter ni sur les partis de gauche, ni sur les organisations syndicales dépendant d'eux pour organiser les luttes des travailleurs. Le principal souci de ces derniers est de montrer qu'ils veulent la paix sociale et, s'ils ne peuvent empêcher les mouvements qui surgissent ça et là, ils ne feront rien pour les généraliser.

Henriette MAUTHÉY

POLOGNE

Les interpellations contre les oppositionnels continuent

Jacek Kuron, intellectuel polonais, co-auteur avec Modzelewski de la *Lettre Ouverte au Parti Ouvrier Unifié Polonais*, qui lui avait valu en son temps, il y a un peu plus de neuf ans, de goûter aux geôles de Gomulka, était arrêté vendredi 15 avril, alors qu'avec deux autres membres du Comité de Défense des Travailleurs (KOR) et quatre sympathisants il tenait une réunion dans un appartement de Varsovie.

Ils ont été relâchés depuis, après une garde-à-vue de presque 48 heures. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils en ont fini avec

les mesures d'intimidations, les tracasseries policières et la répression.

La mobilisation ouvrière, l'an passé, avait obligé le gouvernement polonais à reporter les hausses de prix et les mesures de restriction qu'il avait l'intention d'imposer à la population. Mais depuis, avec la retombée du mouvement, plusieurs dizaines d'ouvriers se sont trouvés licenciés, voire emprisonnés.

Pour leur venir en aide, tant sur le plan juridique que financier, des intellectuels créaient, en septembre dernier ce Comité de défense

qui, semble-t-il, jouit d'une assez large audience populaire — ce qui peut expliquer que jusque-là, par peur de réactions, la répression contre ses membres ait été relativement modérée, si l'on compare leur sort à celui réservé en Russie aux oppositionnels.

Mais Gierek, l'actuel premier secrétaire, affronte depuis quelques semaines les reproches de « durs » (qui lui auraient même adressé une pétition de plusieurs centaines de signatures) : il ferait preuve d'une trop grande mansuétude à l'égard de tous ceux qui osent refuser l'absolutisme officiel et luttent ouvertement contre le man-

que de libertés. Alors, en ce moment même, les arrestations, les perquisitions et pressions diverses sur les familles des grévistes de Radom qui maintiennent leur plainte contre les brutalités des policiers en juin 1976 continuent.

En fait, plus ou moins ferme, la répression continue à s'exercer. Et les dernières déclarations menaçantes de Gierek le 14 avril dernier, proclamant bien fort que les oppositionnels devraient « être combattus par tous les moyens et démasqués devant la société », n'augurent rien de bon pour ceux-ci.

Anne GARBE

LECONS DU PASSE

Il y a dix ans, le 21 avril 1967 :

Le putsch des colonels en Grèce

Le 21 avril 1967, à 2 heures du matin, l'armée occupe les points stratégiques des grandes villes grecques : stations radio, centres de télécommunication, ministères, sièges des grands journaux, carrefours, etc. Une demi-heure plus tard, les arrestations commencent. A 6 heures du matin, la radio des forces armées annonce : « **L'armée a pris le pouvoir** ». Et il est vrai que tout est déjà fini.

En l'espace de quelques heures, tous les partis politiques grecs ont été décapités. Bien sûr, ce sont d'abord les organisations ouvrières qui sont les plus touchées : les dirigeants syndicaux, les cadres de l'EDA (Gauche Démocratique, Unifiée contrôlée par le Parti Communiste, qui est interdit depuis 1947), ceux des Jeunesses Lambrakis (organisation de jeunesse de l'EDA, qui porte le nom du député qui fut assassiné en 1963 à Salonique, dont le film « Z » retrace le meurtre). Mais les partis du centre et de la droite parlementaire ne sont pas non plus épargnés : la plupart des députés et des dirigeants connus de ces formations sont arrêtés et, avec eux, les responsables des organes de presse qui leur sont liés. De toute évidence, les organisateurs du putsch veulent balayer le personnel politique traditionnel, en même temps qu'ils s'emploient à prévenir une éventuelle riposte des travailleurs.

Au total, en moins de quarante-huit heures, des dizaines de milliers de personnes sont arrêtées, rassemblées dans les stades des grandes villes, puis déportées dans les îles de la mer Egée, celles-là même dont s'était servi le dictateur Metaxas dans les années 1936 :

Youra, Gavros, Makronissos, etc., et qui avaient d'ailleurs resservi plus tard, dans les années suivant la guerre civile.

Par des méthodes radicales, la junte militaire qui est à la tête du coup d'Etat a donc apporté sa réponse à la situation politique grecque. Et à n'en pas douter, l'initiative de ceux que l'on nommera « les colonels » est venue satisfaire les souhaits tout à la fois de la bourgeoisie grecque et de ses protecteurs impérialistes.

En effet, la démission en 1965 de Georges Papandréou, Premier ministre du roi Constantin depuis les élections de février 1964, avait ouvert une grave crise politique et sociale.

Tandis que le roi ne parvenait pas à constituer de gouvernement stable, grèves et manifestations se multipliaient, marquées par de violents affrontements. Cent dix-huit manifestants sont blessés à Athènes le 16 juin 1965, lors d'une manifestation de soutien à Papandréou ; un étudiant est tué le 19 juillet (cent mille manifestants suivront ses funérailles). En 1966, de violents heurts entre les paysans et la police feront deux cents blessés à Salonique. La population laborieuse rendait en fait la droite et la monarchie responsables de ses conditions de vie lamentables. Elle voulait un changement. Tout au long de ces deux années, Papandréou faisait figure d'opposant au régime, d'homme de gauche soutenu par les partis de gauche. Son retour est réclamé dans des manifestations.

Finalement, devant l'agitation grandissante et l'impossibilité de former un gouvernement sta-

ble, le Parlement est dissous et des élections générales prévues pour le 28 mai. La gauche risque d'être victorieuse.

C'est dans ce contexte que survient le coup d'Etat du 21 avril 1967.

Ce n'est bien sûr pas de Papandréou que les possédants grecs avaient peur. Il avait montré, lorsqu'il était au gouvernement, qu'il savait réprimer les manifestations populaires. La bourgeoisie grecque, comme celle de tous les pays sous-développés, ne pouvait pas se permettre le luxe d'accorder ne serait-ce que peu de choses à la classe ouvrière. En revenant au gouvernement, Papandréou était prêt sans doute à utiliser la confiance dont il disposait auprès des travailleurs et le soutien des partis de gauche pour faire accepter à la classe ouvrière de modérer ses revendications. Et si la conviction n'avait pas suffi, Papandréou aurait su, aussi, se comporter en gouvernant bourgeois et utiliser l'armée et la police.

Mais la bourgeoisie grecque, ou du moins une partie importante d'entre elle, ne faisait pas confiance à cette solution politique. Elle ne souhaitait pas faire de concessions à la classe ouvrière, même s'il s'agissait de concessions purement formelles. Elle souhaitait surtout mettre fin à l'agitation qui régnait dans le pays. Pour continuer à museler les classes populaires, les milieux dirigeants de la bourgeoisie faisaient plus confiance aux solutions, traditionnelles dans le pays, de la répression et de la dictature réactionnaire. Elle n'était pas assez riche pour se permettre de faire des concessions aux masses.

D'autre part, la pression des USA s'exerçait, en 1967, dans le même sens. Ceux-ci redoutaient que Papandréou au gouvernement ne cherche à jouer un jeu un peu moins dépendant des USA, ne cherche à relâcher un peu la tutelle de l'impérialisme sur la Grèce.

Pour stopper radicalement

qui conviennent aux classes dirigeantes et à l'impérialisme.

La bourgeoisie grecque a montré en 1967 qu'elle ne craignait pas de fouler aux pieds sa propre légalité, lorsque ses intérêts l'exigeaient, et qu'elle se moquait bien de ce verdict populaire auquel la gauche officielle est tellement attachée.



La brochette des colonels cinq jours après le putsch.

l'effervescence populaire, la bourgeoisie a eu recours à la force : la dictature militaire instaurée en 1967 a duré huit ans. Aujourd'hui, la dictature a été remplacée en douceur et avec l'assentiment de l'armée par un gouvernement civil. La bourgeoisie poursuit la même politique anti-ouvrière. Les grèves et les manifestations sont durement réprimées par la même police, et la même armée est toujours là, prête à servir à nouveau de dernier recours pour imposer les solutions politiques

Lorsqu'elle n'accepte pas le verdict des urnes, la bourgeoisie ne s'embarrasse pas de scrupules. Elle utilise l'armée pour rétablir la situation à son profit. Face à la bourgeoisie, les travailleurs ne doivent pas compter sur la vertu du bulletin de vote ni sur des hommes politiques bourgeois « de gauche » à la Papandréou, mais sur leur propre force organisée. L'exemple de la Grèce de 1967, après bien d'autres, est là pour nous le rappeler.

Laurence ROULEAU.

CISJORDANIE :

Manifestations contre la colonisation israélienne

A la suite de la venue du rabbin Meïr Kahane, de violentes manifestations ont éclaté les 17 et 18 avril à Naplouse, dans les territoires occupés de Cisjordanie.

Il faut dire que Kahane n'est pas n'importe qui. Leader de l'extrême-droite sioniste américaine, il se présente aux élections législatives israéliennes du 17 mai sur la base d'un seul mot d'ordre : chasser tous les Arabes d'Israël et de Cisjordanie !

Cela fait plusieurs années que la population arabe de Naplouse subit le quadrillage permanent de l'armée d'occupation. Plus récemment, des colonies de peuplement israéliennes se sont installées dans la région, chassant des paysans arabes de leurs terres. Pour les habitants de Naplouse, le maintien de la domination

israélienne signifie la menace permanente d'être expulsés de leur propre pays. Quant à la venue de Meïr Kahane, qui ne se contente pas de faire, mais proclame ouvertement, lui qui vit de l'autre côté de l'Atlantique, qu'il faut jeter dehors les habitants arabes du pays, qui y sont nés et qui y vivent, c'était dans ces conditions une provocation pure et simple.

Les lycéens et les étudiants qui, des heures durant, ont affronté la police pour protester contre la présence de Kahane dans leur ville, ont montré une fois de plus qu'ils ne sont pas prêts à accepter ni qu'on les jette dehors, ni qu'on continue à les considérer comme des citoyens de seconde zone.

F.R.



Depuis l'occupation de leur pays en 1967, les jeunes Palestiniens de Naplouse n'ont pas renoncé à défendre leur dignité et leurs droits. Ici, déjà en 1969, des lycéens s'attaquaient à coups de pierres à la police israélienne.

dossier

LES DEMOCRATIES POPULAIRES

LES DEMOCRATIES POPULAIRES A L'HEURE DE LA CONTESTATION

Depuis quelques mois, les courants d'opposition se sont réveillés dans les démocraties populaires. La contestation fleurit partout et s'élargit dans des pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie. Ainsi, dans ces Etats souvent baptisés socialistes, des hommes doivent se battre pour les libertés individuelles élémentaires et risquent la prison pour avoir osé élever la voix.

C'est dire que ces pays ne sont pas socialistes, car le socialisme ne peut exister sans la liberté. Ce sont même des pays où la classe ouvrière n'a jamais pris, jamais exercé le pouvoir. Il n'y a jamais eu de révolution ouvrière. En fait, ces Etats sont des Etats bourgeois. Leurs appareils d'Etat ont été reconstruits après la guerre, en s'appuyant sur toutes les forces hostiles à la classe ouvrière et dans le but d'empêcher toute apparition des travailleurs sur la scène politique.

Mais ces Etats ont la particularité d'être sous la coupe de la bureaucratie russe. L'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie : tels sont les pays que l'impérialisme à dû, bon gré mal gré, laisser dans la sphère d'influence de l'URSS au lendemain de la guerre. (Le cas de la Yougoslavie ou de l'Albanie doit être dissocié car ces pays, n'étant pas ou n'étant plus soumis à la tutelle de l'URSS, ont à faire face à des problèmes différents). Les appareils d'Etat nationaux des démocraties populaires, qui n'ont donc pas été mis en place par des révolutions ouvrières, comme ce fut le cas pour l'URSS, sont foncièrement, socialement hostiles au contrôle de cette dernière, bien que ce soit la bureaucratie russe elle-même qui les ait aidés à se mettre sur pied. Mais, en même temps, ces Etats ont besoin des chars russes contre leur propre classe ouvrière.

Cela les amène à osciller entre leur désir de prendre du champ par rapport à Moscou, en s'appuyant sur les forces nationales de ces pays, et la peur de la mobilisation ouvrière, qui les rejette dans les bras du Kremlin. Mais ces oscillations ne se font pas autour d'un point fixe et le centre de gravité de ces pays se rapproche peu à peu des pays occidentaux.

La contestation s'amplifie périodiquement depuis vingt-cinq ans. Elle exprime avant tout la révolte contre l'oppression nationale qui pèse sur ces pays et contre le

manque de libertés qui étouffe toutes les couches de la population. Mais elle est aussi l'expression des forces nationales, qui placent en tête de leurs revendications démocratiques l'indépendance nationale.

La contestation, qui touche aujourd'hui surtout les milieux intellectuels, peut, à cause justement de la dictature elle-même, trouver un écho dans d'autres couches sociales, y compris dans la classe ouvrière, qui peut alors rejoindre la petite bourgeoisie intellectuelle dans son combat, comme elle l'a déjà fait dans le passé. Mais l'intelligentsia contestataire ne saurait proposer d'autres perspectives que des réformes impossibles aux régimes en place. Sa politique mène la classe ouvrière à une impasse, voire à un massacre.

C'est donc la tâche primordiale des révolutionnaires socialistes que de proposer à la classe ouvrière de ces pays une politique propre, qui vise à ce que la classe ouvrière prenne la tête de la lutte pour les libertés démocratiques, car elle est seule capable à notre époque de mener à bien ces tâches-là. C'est la tâche des révolutionnaires socialistes d'œuvrer à la construction dans ces pays de partis authentiquement prolétariens, qui seuls peuvent permettre à la classe ouvrière de mener une politique indépendante.

Mais c'est aussi la tâche des révolutionnaires d'être solidaires de tous ceux qui se battent — même avec des objectifs limités — contre l'oppression et pour un peu plus de liberté.

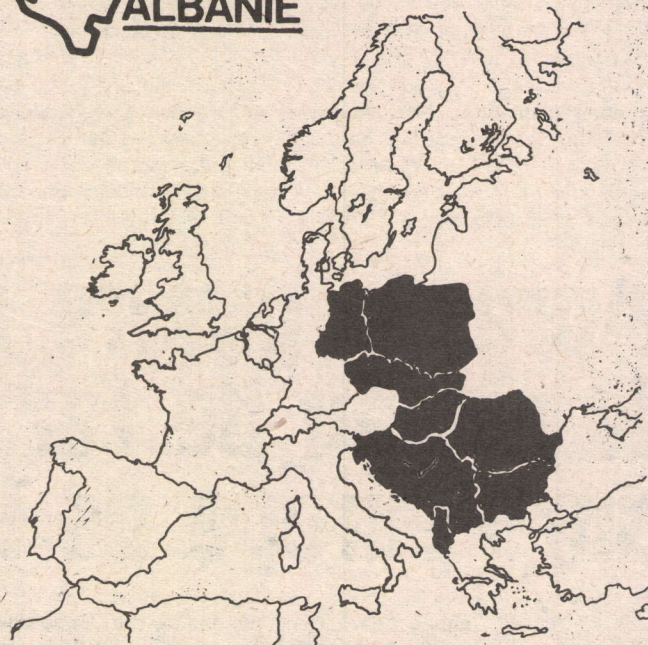
Certes, il ne peut être question de masquer les limites qui sont celles des mouvements contestataires de l'intelligentsia d'Europe

de l'Est, ni de s'abstenir, au nom de cette solidarité, de montrer en quoi ils n'offrent finalement que de fausses perspectives à la classe ouvrière de ces pays. Mais les révolutionnaires socialistes sont solidaires de leur combat contre l'oppression et la dictature, parce qu'ils militent justement pour une société de liberté, parce qu'ils savent qu'il ne peut y avoir de socialisme sans liberté.

Les démocraties populaires regroupent environ 100 millions d'habitants sur un territoire de 989 000 km² au total, soit deux fois la superficie de la France. Ces pays sont :

Pologne : 33 millions d'habitants ;
Roumanie : 20 millions ;
RDA : 17 millions ;
Tchécoslovaquie : 15 millions ;
Hongrie : 10 millions ;
Bulgarie : 9 millions ;
TOTAL : 104 millions.

La Yougoslavie, avec ses 21 millions d'habitants, n'a jamais été sous la domination soviétique et l'Albanie (2 millions d'habitants) a rompu tout lien avec l'URSS au début des années 1960.



prochain dossier :

La S.N.C.F.

dossier

LES DEMOCRATIES POPULAIRES

Après Yalta la mise en place de dictatures anti-ouvrières

Les accords de Yalta en février 1945 redécoupaient le monde en zones d'influence, suivant grosso modo les positions respectives des armées impérialistes et soviétiques en présence.

L'entente internationale entre l'URSS et l'impérialisme américain, exprimée par ces accords, se réalisait dans la crainte commune que la fin de la guerre ne se traduise par des explosions révolutionnaires. Pour couper court à ce danger, tant la bureaucratie soviétique que l'impérialisme étaient conscients de la nécessité de reconstituer au plus vite des forces de coercition anti-ouvrières organisées, une police, une armée, une justice, des prisons, etc., et donc des appareils d'Etat nationaux solides.

Cette politique, les PC allaient la mener en collaboration avec les forces nationales bourgeoises, aussi bien en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest. Pour combler au plus vite le vide étatique créé par le départ des armées allemandes dans les pays de l'Europe de l'Est, la bureaucratie soviétique fait appel à des gens pris parmi le personnel politique d'avant-guerre et même

parmi d'anciens collaborateurs de l'occupant nazi. En Hongrie un ancien général de l'état-major du dictateur Horthy, en Roumanie le vieux roi Michel, Bénès en Tchécoslovaquie, des évêques, etc., seront mis en selle à la tête des pays. Dès leur instauration, ces gouvernements accuseront leur caractère dictatorial et anti-ouvrier. La grève est interdite avec, pour version hongroise du slogan du PC français : « La grève est l'arme des trusts », celui des grèves « qui ne peuvent qu'arranger les patrons ». Les prisons se remplissent d'ouvriers qui, en 1949, constituent 80 % des détenus en Roumanie.

Ainsi se mettaient en place ces dictatures anti-ouvrières, ces Etats bourgeois reconstitués sous l'égide de la bureaucratie soviétique. Et ce sont ces mêmes Etats qui devaient, à l'époque, prendre les premières et plus importantes mesures de nationalisations (70 % de l'industrie tchécoslovaque), nationalisations qui n'avaient rien de socialiste, puisqu'elles étaient réalisées par des Etats bourgeois visant à mettre sur pied leur économie nationale. En effet, il n'y avait pas d'autres solutions pour

Après la guerre froide le rideau de fer tombe sur l'Europe de l'Est

A la fin de l'année 1947, l'irréductible antagonisme entre l'URSS et l'impérialisme revient au premier plan. La bureaucratie soviétique, décidée à se constituer un glacis défensif contre l'impérialisme, doit renforcer son contrôle sur les pays de l'Est. Il s'agit pour Moscou d'interdire aux forces centrifuges, bourgeoises et pro-occidentales, de conduire ces Etats, suivant une évolution conforme à leur nature, à rejoindre le giron du bloc impérialiste, en cédant en particulier à l'attrait représenté par les milliards du plan Marshall.

La bureaucratie épure alors avec violence toutes les forces politiques suspectes de vouloir

combattre la subordination de ces Etats à l'URSS. Progressivement — selon la tactique du salami, comme on le disait à l'époque — la bureaucratie était amenée à évincer tous les partis autres que les Partis Communistes.

Mais c'est au sein des différents Partis Communistes que les éléments nationaux et les tendances nationalistes s'expriment avec une force croissante, au fur et à mesure que ces partis assument officiellement la responsabilité politique du pouvoir d'Etat. La bureaucratie se livre alors à une épuration permanente de ces partis eux-mêmes.

De 1949 à 1952, on estime à 2.500.000 le nombre de person-

La caractéristique politique essentielle des démocraties populaires c'est la domination militaire de la bureaucratie soviétique à laquelle ils sont soumis. C'est dire que, si les contestataires dans ces pays-là ont pour objectif numéro un de secouer cette tutelle, de recouvrer l'indépendance nationale, ils ne sont pas les seuls : les appareils d'Etat nationaux eux-mêmes visent à prendre du champ par rapport à Moscou.

Cette tendance est liée à leur existence même en tant qu'appareil d'Etat national. Elle s'est manifestée dès qu'ils ont été remis sur pied après la guerre. Le paradoxe est que c'est la bureaucratie russe qui, en s'appuyant sur les forces hostiles à la classe ouvrière, a remis sur pied ces Etats bourgeois et qui, depuis, a dû lutter pour les maintenir sous son contrôle. Il réside aussi dans le fait que c'est, malgré leurs tendances centrifuges, par l'intermédiaire de ces appareils d'Etat eux-mêmes qu'elle maintient ces pays sous sa coupe. C'est le corps social qu'elle contrôle le plus étroitement.

La contestation qui s'exprime dans des milieux moins directement soumis à la pression des occupants apporte son appui aux appareils d'Etat nationaux dans leur tentative de s'éloigner de Moscou. Aussi, malgré la répression à laquelle ils sont presque toujours en butte, il n'y a pas d'opposition fondamentale, sociale, entre les contestataires et les appareils d'Etat nationaux de ces pays. D'ailleurs, chaque fois que la contestation a pris l'ampleur d'un mouvement de masse, ce mouvement a placé toute sa confiance dans des tenants de l'appareil d'Etat comme Gomulka, Nagy ou Dubcek. Et l'exemple de la Roumanie, qui en l'absence de tout mouvement contestataire important est le pays qui a sans doute été le plus loin par rapport à Moscou, est bien significatif lui aussi.

Malgré tout, le désir de ces Etats de s'éloigner de Moscou est limité, à la fois par la situation internationale, qui prévoit (en attendant que les Etats-Unis décident d'en découdre avec l'URSS) le maintien du statu quo entre les deux blocs, et surtout par la peur qui leur est congénitale de ne pas garder le contrôle sur la classe ouvrière.

Car les Etats des démocraties populaires n'ont pas une base sociale assez large, dans ces pays qui sont à demi sous-développés, où la bourgeoisie nationale est pratiquement inexistante, pour se permettre un régime politique tant soit peu démocratique. Même sans l'occupation soviétique, les régimes de ces Etats ne pourraient être que des dictatures. Et dans une certaine mesure, ce sont ces Etats nationaux eux-mêmes qui ont besoin des troupes russes pour les aider à maintenir leur propre dictature sur la population.

Cela explique la prudence avec laquelle ils prennent peu à peu leurs distances avec Moscou, la complexité de leur évolution politique.

ces pays dont le sous-développement avait encore été accentué par les destructions de guerre. D'autant plus que l'impérialisme allemand s'était chargé de faire main basse sur une grande partie des ressources des pays qu'il occupait, ressources qui devenaient, après la défaite militaire allemande, tout naturellement la propriété des nouveaux Etats.

Ceci dit, en contribuant à mettre en place ces Etats nationaux, l'URSS créait du même coup des appareils qui n'étaient pas les siens, qui ne pouvaient que lui devenir hostiles et donc risquaient d'échapper à son contrôle.

nes touchées par des mesures de répression, tandis que l'URSS renforce son contrôle sur la police et procède à des purges systématiques au niveau des directions des différents PC. Elles se traduisent, après des simulacres de procès, par l'élimination d'hommes comme Rajk, Gomulka, Kostov, Slansky, Clementis, etc.

Et dans le même temps, la bureaucratie soviétique achève les nationalisations et instaure le contrôle du commerce extérieur, afin d'éviter que, même sur le plan économique, les pays de son glacis ne tissent des liens avec le bloc impérialiste occidental.

ENTRE LE DESIR ET LA PEUR



Affiche tchèque en 1968.

● RDA 1953 : ceux de la Stalinallee

A Berlin, en juin 1953, l'annonce par le gouvernement d'un relèvement de 10 % des normes de production provoque l'explosion. Le 17 juin, ce sont les maçons de la Stalinallee qui déclenchent la grève et se dirigent en cortège vers le siège du gouvernement en clamant leur refus des nouvelles normes que l'on veut leur imposer et en revendiquant l'abaissement de 40 % des prix du magasin national. Le mouvement prend un caractère politique. Les maçons sont rejoints par d'autres grévistes et par la

jeunesse. Aux revendications de la veille vient s'ajouter celle « d'élections libres ». Impuissant à réprimer, le gouvernement fait appel aux soldats soviétiques. Le 19 juin, c'est la loi martiale, étendue à la banlieue de Berlin et à Potsdam. Mais la grève touche d'autres villes et des milliers de travailleurs élisent des comités et manifestent sur les mêmes revendications. L'état de siège est proclamé à Magdebourg et à Chemnitz, et on parlera bientôt de dizaines de morts et de centaines de blessés.

● Pologne 1956 : Gomulka artisan du co

Après le XX^e congrès, après la réhabilitation du PCP dissous par Staline en 1939, les oppositions commencent à s'exprimer en Pologne. Dans les milieux intellectuels, on dénonce les privilèges, on se rassemble dans des clubs, autour de journaux tels *La gazette littéraire* et *Pro Postu*.

L'effervescence gagne les centres industriels. En juin 1956, à Poznan, les travailleurs de l'usine Zispo descendent dans la rue aux cris de « du pain », puis « vive la liberté », « A bas l'URSS ». Quand ils s'attaquent au siège de la Sécurité, une fusillade éclate. Les tanks apparaissent. On compte

54 morts, 300 blessés et 320 arrestations.

Et en octobre la colère éclate dans la capitale, à Varsovie. Des manifestations s'organisent, des grèves ont lieu et un début de mobilisation s'amorce autour des revendications nationales réclamant la libéralisation. C'est Gomulka qui parvient à désamorcer le mouvement.

Cet ancien dirigeant du parti, arrêté en 1948, libéré depuis peu et qui jouit de sa popularité de proscrit, parvient à apparaître tout à la fois comme le chef de file de la réforme et l'homme du compromis. Il agit devant les yeux des bureaucrates polonais

R D'INDEPENDANCE DE LA CLASSE OUVRIERE

LES BUREAUCRATES FACE A LA MOBILISATION

On a assisté dans le passé, dans les démocraties populaires, à des vagues de contestation profondes, mettant en branle des classes sociales entières, pour la satisfaction d'une série de revendications politiques dont la première était la fin de la domination soviétique et le départ des troupes russes.

En 1953 après la mort de Staline, en 1956 après le XX^e congrès et le début des prises de positions officielles contre les crimes de Staline, en 1968 quand les bureaucrates du Kremlin laissèrent Dubcek éliminer Novotny, à chaque fois, la simple impression que la bureaucratie russe relâchait un peu son emprise a donné lieu à une puissante mobilisation populaire pour réclamer l'indépendance nationale, la liberté, de meilleures conditions de vie. A chaque fois aussi certains tenants des appareils d'Etat nationaux cherchèrent à profiter de la pression populaire pour obtenir de Moscou une plus grande liberté d'action.

Mais si fondamentalement les objectifs de ces dirigeants et les revendications mises en avant par la population allaient socialement dans le même sens, celui d'une plus grande indépendance nationale, les tenants des appareils d'Etat qui sont portés à la tête de ces mou-

vements ont toujours fini par les trahir, y compris en abandonnant la lutte pour l'indépendance nationale.

Et s'ils l'ont fait, ce n'est pas parce que c'étaient des hommes timorés, hésitants et velléitaires. Leur capitulation est inscrite dans la logique de l'affrontement des différentes forces qui s'opposent dans les démocraties populaires. Il n'y a pas en effet un simple antagonisme entre la bureaucratie russe et l'ensemble de la population. Au sein même de cette population, il y a des classes sociales antagonistes, les forces bourgeoises d'un côté (même si elles ne sont pas représentées par une bourgeoisie bien florissante) et le prolétariat de l'autre.

Et les tenants des appareils d'Etat qui représentent ces forces bourgeoises s'opposent parfois à la bureaucratie et peuvent même s'appuyer dans une certaine mesure sur la population. Mais leur peur d'être débordés par la classe ouvrière les rejette au moment décisif dans les bras de l'armée russe.

Et c'est là la grande leçon des explosions populaires qui ont eu lieu dans les démocraties populaires de 1953 à 1968.

● Hongrie 1956 : l'insurrection ouvrière



A Budapest, comme dans toute la Hongrie, les ouvriers s'arment et s'organisent dans les usines et les quartiers.

Quand la nouvelle des événements polonais atteint Budapest, le 22 octobre 1956, la ville est déjà en effervescence : partie des cercles intellectuels, comme le cercle Petöfi, et de l'opposition au sein du parti, l'agitation a gagné tout le milieu étudiant. En solidarité avec la Pologne, le cercle Petöfi appelle à une manifestation pour le 17 octobre, qui rassemble des centaines de milliers d'étudiants, d'ouvriers, de ménagères.

L'homme appelé alors à la rescousse par le Comité central, Imre Nagy, est un stalinien jusqu'à l'écarté du pouvoir et qui va incarner aux yeux de toute

la population les aspirations à l'indépendance nationale par rapport à l'URSS.

Moscou réagit brutalement : le 4 novembre, les chars et les troupes russes investissent la ville.

L'intervention russe parvient à briser l'insurrection armée, en mettant en œuvre de puissants moyens. Elle mettra cependant deux mois à briser le mouvement lui-même. Le gouvernement Kadar, mis en place par l'armée russe, se heurte en effet à une puissante grève générale. Et c'est même en partie après l'intervention russe et contre elle que se déploient, à l'in-

térieur d'une insurrection nationale, des formes d'organisation propres à la classe ouvrière.

Les travailleurs ont commencé à créer des conseils ouvriers dès les premiers jours de l'insurrection.

Après le 4 novembre, il constitue la seule force organisée opposée à Kadar et aux troupes soviétiques. Mais si la classe ouvrière a atteint un haut degré d'organisation indépendante, sur le plan politique, elle est restée dans le sillage de Nagy. Personne ne lui proposait une politique indépendante, des perspectives prolétariennes propres.

● Tchécoslovaquie 1968 : l'alliance des bureaucrates contre le Printemps de Prague

Les chars russes qui pénètrent en Tchécoslovaquie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, ne venaient pas pour mater une révolte ouvrière. Mais il existait une effervescence des milieux intellectuels, favorisée par les mesures de libéralisation prises par le gouvernement sous la direction de Dubcek : une presse libérée de toute censure, les innombrables discours se faisaient l'écho de l'aspiration de tout un peuple à plus de liberté.

Contre l'occupation russe, le peuple tchécoslovaque unanime se dresse. Un congrès extraordinaire du Parti se tient sous la protection des ouvriers des usines CKD, le Billancourt de Prague, affirmant son soutien aux dirigeants qui ont été arrêtés et ex-

pédiés à Moscou.

Mais ce que les chars et la police russes ne peuvent imposer à la population tchécoslovaque, les Dubcek, les Cernik et les Smirkovsky vont le lui faire admettre. Et à son retour de Moscou, Dubcek annonce des mesures limitant la liberté d'expression, et le début de la normalisation. La presse est de nouveau muselée et les manifestations interdites.

Le 17 avril 1969 Dubcek, qui a usé son crédit pour faire rentrer dans le rang le peuple tchèque, n'est plus utile à Moscou. Il est remplacé par Husak.

Encore une fois, c'est la méfiance congénitale des dirigeants du Printemps de Prague envers

LA VOIE ROUMAINE SANS LIBERALISATION

La Roumanie offre l'exemple significatif d'un Etat qui, en l'absence de tout mouvement populaire de contestation, a su prendre ses distances par rapport à Moscou. Mais dans le même temps, les hommes au pouvoir muselaient tout liberté d'expression pour la population.

Dès les années 1963-64, avec le conflit sino-soviétique, la Roumanie se démarque publiquement de Moscou en refusant de prendre position dans le conflit. En 1964, Gheorghiu Dej, alors secrétaire général du PC roumain, répond aux pressions de l'URSS en affirmant le droit à la « voie roumaine ».

C'est l'intervention des troupes russes en Tchécoslovaquie en 1968 qui va donner un coup d'arrêt à cette évolution. Pour Ceausescu, le problème est d'obtenir le maximum d'indépendance de Moscou sans provoquer une intervention. Dans ce difficile jeu d'équili-

bre, il cherche des appuis dans le camp impérialiste. Et c'est ainsi qu'en 1969 la Roumanie est le premier pays de l'Est à accueillir le chef du camp impérialiste, Nixon.

Mais la Roumanie, l'un des plus sous-développés de tous les pays du glacis, est aussi celui où le régime dictatorial est peut-être le plus strict et le plus rigoureux. A l'instar de l'URSS, la Roumanie a aussi ses camps de travail et ses asiles psychiatriques pour opposants.

A l'heure actuelle, la police et les autorités roumaines s'efforcent d'étouffer le mouvement de solidarité envers les auteurs de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, animé par l'écrivain Paul Goma. Ainsi, le fait de tendre et de réussir en partie à conquérir une certaine indépendance vis-à-vis de l'URSS ne signifie pas pour autant l'instauration d'un régime intérieur plus démocratique.

les masses, c'est leur peur d'être débordés qui ne leur laisse pas d'autre voie que la capitulation

complète et sans conditions devant Moscou, lorsqu'ils ne peuvent plus louver.

mpromis

la menace d'une intervention militaire soviétique, tandis qu'il apparaît aux Russes comme l'homme capable, de par sa popularité même, de prévenir une explosion insurrectionnelle.

La crainte du prolétariat, le danger qu'il représente font coïncider momentanément les intérêts de la bureaucratie soviétique et des dirigeants polonais qui laissent à Gomulka la direction du PCP. Plébiscité en janvier 1957, il reviendra petit à petit sur tout ce que les travailleurs avaient arraché en 1956. Les masses, qui croyaient se battre pour la démocratie, se sont fait flouer.

dossier LES DEMOCRATIES POPULAIRES

LES INTELLECTUELS CONTESTATAIRES ET LA CLASSE OUVRIÈRE

● La dictature féroce, l'absence totale de liberté, l'oppression nationale qui règnent dans les démocraties populaires touchent l'ensemble des couches sociales, qui ont toutes d'amples raisons de lutter contre les régimes en place. C'est l'oppression et la répression qui expliquent la contestation.

Au cours de ces vingt-cinq dernières années, des classes sociales différentes se sont soulevées tour à tour pour secouer le carcan qui les étouffait. Mais à l'heure actuelle, mise à part la Pologne où des grèves quasi insurrectionnelles ont éclaté à deux reprises ces derniè-

res années, la contestation touche avant tout, dans les autres pays, les milieux intellectuels, où des hommes ont engagé la lutte sur des revendications qui leur tiennent particulièrement à cœur, comme la liberté d'expression.

Dans certains pays, les contestataires, tel le poète-chanteur Wolf Biermann en Allemagne de l'Est ou l'écrivain Paul Goma en Roumanie, sont peu nombreux à élever courageusement la voix. Dans d'autres pays, comme en Pologne ou en Tchécoslovaquie, la contestation touche des cercles plus larges d'intellectuels qui prennent publiquement

position.

Mais partout dans les démocraties populaires il existe des hommes tenaces et courageux qui bravent la prison et la mitraille et qui élèvent la voix contre l'absence de liberté, contre la répression et l'oppression. Et les révolutionnaires dans le monde entier se doivent bien sûr d'être solidaires de leurs luttes.

Mais nulle part encore, dans les pays du glacis, une politique indépendante n'est proposée à la classe ouvrière. Car, quelles que soient les divergences qui les séparent, les intellectuels contestataires se placent tous sur le terrain national bour-

geois, visant à l'indépendance nationale et à des réformes dans le cadre du système. C'est une opposition réformiste et légaliste, qui cherche à faire pression sur l'Etat et non à le détruire, qui recherche le dialogue et le compromis avec lui.

Les plus radicaux parmi ces intellectuels appellent la classe ouvrière, au même titre que l'ensemble de la population, à les appuyer, eux, dans leurs luttes. Mais aucun n'assigne à la classe ouvrière un rôle dirigeant. Bien au contraire, tous partagent une méfiance congénitale envers l'activité des masses populaires et en premier lieu de la classe

ouvrière. Ils se rejoignent dans une peur commune de ce qu'ils appellent des désordres, des excès, et ne font finalement confiance qu'à eux-mêmes pour prendre la direction des affaires du pays.

Dans les démocraties populaires pas plus qu'ailleurs, l'intelligentsia n'a les mêmes buts que la classe ouvrière. C'est une évidence que les révolutionnaires socialistes ne doivent pas oublier. Il ne faut pas attendre de ces mouvements plus qu'ils ne peuvent réaliser. Mais cela n'empêche pas les révolutionnaires d'être solidaires de tous ceux qui se battent contre l'oppression.

POLOGNE

Deux oppositions parallèles :

● La classe ouvrière se bat

En Pologne, la contestation du régime n'a pas été, ces dernières années, l'apanage des milieux intellectuels. La classe ouvrière polonaise est entrée elle-même en lutte en 1970 et en 1976. Elle s'est battue durement contre la police et l'armée pour défendre son droit à une vie décente, son droit à la dignité et à la liberté. A chaque fois, ce sont des augmentations de prix provocantes décidées par le gouvernement qui ont mis le feu aux poudres.

Le 13 décembre 1970, quand le gouvernement annonça, pour lutter contre la crise économique, une augmentation générale des prix (25 % en moyenne pour les denrées de première nécessité), la grève éclata à Gdansk. Très vite, elle s'étend aux principaux centres industriels du pays : Gdynia, Szczecin, Bialystok, Elblag, Karsalin, Poznam... Un peu partout des comités ouvriers sont créés et les grévistes réclament leur reconnaissance, la punition des responsables de la situation économique, des augmentations

de salaires et l'annulation des hausses des prix. La milice fait des centaines d'arrestations. En guise de riposte, les travailleurs mettent le feu aux sièges du parti, prennent d'assaut les prisons pour essayer de délivrer leurs camarades, s'emparent de voitures de police... La milice et l'armée tirent et utilisent des tanks et des hélicoptères pour mitrailler tout ce qui bouge dans la rue. La répression fait plusieurs centaines de morts.

Mais si les grèves cessent à un endroit, c'est pour reprendre aussitôt ailleurs. Gomulka, qui était arrivé au pouvoir en 1956 porté par une mobilisation populaire qu'il se faisait fort de contrôler, est contraint de démissionner, son crédit étant manifestement bien usé. Gierek prend sa place et le mouvement ne prend fin que lorsque le gouvernement annonce à la mi-février l'annulation des hausses des prix.

En 1976, l'explosion de mécontentement de la classe ouvrière est également très vio-

lente. Là encore, le gouvernement s'était risqué à attaquer de plein fouet les travailleurs puisque ceux-ci apprenaient le 24 juin 1976 que la viande allait augmenter de 69 %, le beurre et le fromage de 50 %, le sucre de 100 %, le poisson de 70 %, les légumes de 30 %, etc. Aussitôt, des grèves éclatent à Gdansk, Ursus, Radom, Varsovie, Plock... Des manifestants s'en prennent aux sièges du parti, essayent d'y mettre le feu, élèvent des barricades... Devant ce déferlement d'indignation, Gierek, après avoir traité des manifestants de voyous, annule les hausses prévues. Déjà lors des manifestations, des dizaines de travailleurs avaient été matraqués à mort. Une fois les événements terminés, le gouvernement condamne à la prison plusieurs milliers d'ouvriers, les passe à tabac dans les commissariats ou les prive de travail. Mais, en 1976 comme en 1970, le gouvernement a tout de même dû reculer devant la colère des travailleurs.

Diète polonaise soit le seul parlement des pays du glacis où l'on puisse entendre des voix d'opposition et compter des abstentions.

Des critiques du régime sont exprimées pendant les entractes de certaines pièces de théâtre, des cafés littéraires, des clubs... Toutes ces discussions sont tolérées par le gouvernement, mais à la condition qu'elles ne remettent pas fondamentalement en cause le régime et que surtout elles ne sortent pas en dehors d'un milieu très restreint. Dès qu'un public plus large est touché, le gouvernement sévit. Ces dernières années, on peut citer, entres autres condamnations, celles de M. Wankowicz (trois ans), J. Kuron (trois ans), K. Modzelewski (trois ans et demi), J.N. Miller (un an et demi), J. Sniiecki (deux ans et demi), Szpotanski (trois ans), M. Martula (deux ans), S. Szechter, etc.

Mais cette opposition qui se fait jour à travers des livres, des pièces de théâtre, des discours ou des manifestes reste très limitée dans ses objectifs. Elle se contente généralement de réclamer plus de liberté de parole et le retour à la légalité polonaise et ceci en se plaçant du point de vue de « l'intérêt national polonais ». Il est d'ailleurs hautement significatif que, si l'opposition intellectuelle s'est manifestée bruyamment en 1968 et 1969, elle est restée complètement muette en décembre 1970, lors des manifestations ouvrières contre les hausses des prix, et on n'a guère vu d'étudiants participer aux manifestations. Pourtant, quelques mois auparavant, le 22 août, plus d'un millier d'intellectuels avaient manifesté à Varsovie pendant les obsèques de

Pawel Jasienica, écrivain et historien, qui participa activement aux événements de mars 1968.

Il est vrai que par contre, après les grèves de Radom et d'Ursus en juin 1976, un Comité de Défense des Ouvriers (CDO) a été formé par plusieurs intellectuels pour lutter contre la répression qui touche des travailleurs. Son objectif est d'« apporter un soutien juridique, médical et financier aux victimes de la répression consécutive aux événements de juin. Comme les syndicats, les services d'aide sociale et les autres organisations ayant vocation de soutenir et défendre les citoyens n'ont pas rempli leur tâche, celle-ci a dû être assurée par un groupe de personnes de bonne volonté. Lorsque ces organismes assumeront les tâches qui leur incombent, (...) le CDO perdra sa raison d'exister ». Son programme est donc étroitement limité et circonstanciel.

Et s'il est tout à l'honneur de ceux qui sont à l'initiative de ce comité de faire tous leurs efforts pour obliger le gouvernement à abandonner les mesures de rétorsion envers les grévistes, s'il est tout à leur honneur de se soucier du bien-être et des revendications, non seulement de leur propre classe mais aussi de l'ensemble de la population, il ne faut pas croire pour autant que ces intellectuels, pourtant parmi les plus radicaux, rejoignent le combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Les déclarations de Kuron, fondateur du CDO, sont bien significatives à cet égard : eux seuls s'estiment capables de diriger les luttes de la population et ils réclament surtout de la classe ouvrière qu'elle les appuie et leur fasse confiance.

● La contestation parmi les intellectuels

Parallèlement aux luttes de la classe ouvrière polonaise, un courant d'opposition s'est manifesté depuis longtemps dans l'intelligentsia. Et à l'heure ac-

tuelle, il y a plus de livres d'opposants polonais qui sortent pour être publiés en Occident que d'écrits russes. L'opposition est d'ailleurs un peu plus

libre de s'exprimer. L'existence d'une Eglise puissante et reconnue a d'ailleurs constitué de fait un pôle d'opposition au régime et il est significatif que la

COMBATTENT-ILS POUR LE SOCIALISME ?

TCHÉCOSLOVAQUIE

LA CONTESTATION S'ÉTEND

La publication, début janvier, de la Charte 77, document qui compte aujourd'hui plus de 600 signataires, a indiscutablement représenté un réveil de la contestation qui apparaît ainsi publiquement après plus de huit années de « normalisation ». Celle-ci n'avait cependant jamais cessé depuis 1968.

Certains dirigeants ou personnalités marquantes du Printemps de Prague ont émigré. D'autres, découragés, se sont tus. Mais un nombre non négligeable d'entre eux n'a pas cessé depuis 1968 de lutter pour leurs convictions.

Lors des procès à huis clos, qui, de 1970 à 1972, jalonnèrent la « normalisation » entreprise

par Husak et son équipe, on vit les accusés affirmer hautement qu'ils ne reniaient en rien leur action et leurs idées ; on vit leurs amis protester contre l'interdiction qui, au mépris de la loi, leur était faite d'assister aux procès. Malgré la perte de leur emploi, les multiples pressions administratives et policières exercées sur eux et sur leurs proches, malgré les agressions physiques, nombre d'écrivains et de dirigeants politiques qui avaient tenu le devant de la scène en 1968 et bon nombre aussi d'autres dont les noms sont moins connus de la presse occidentale ont tenu bon. Et aujourd'hui, ils trouvent un écho plus large parmi les intellectuels tchécoslovaques.



Vaclav Havel

QUI SONT LES CONTESTATAIRES ?

Il y a certes des nuances importantes entre les différents courants et personnalités politiques tchécoslovaques qui constituent le mouvement contestataire actuel. Cependant, la plupart de ceux qui sont connus se situent sur le terrain du nationalisme, de la lutte pour un Etat tchécoslovaque indépendant et souverain.

Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant. La plupart des personnalités marquantes qui font aujourd'hui entendre leur voix sont des intellectuels et des anciens responsables du parti et de l'appareil d'Etat, limogés après août 1968.

Au bas de la Charte 77, on trouve pêle-mêle les noms de Jiri Hajek, ancien ministre des

Affaires étrangères, Frantisek Kriegel, ancien membre du Bureau politique du PC tchécoslovaque, Zdenek Mlynar, ancien secrétaire du PC, Milan Huebl, ancien recteur de l'Ecole supérieure du parti, et les noms de nombreux intellectuels, tous chaleureux partisans de Dubcek en 1968 : les écrivains Pavel Kohout, Ludvik Vaculik, Vaclav Havel, le journaliste Jiri Lederer, le philosophe Jan Patočka.

La façon même dont les signataires de la Charte 77 présentent leurs buts et leurs objectifs ne laisse aucun doute sur les objectifs qu'ils poursuivent aujourd'hui et qui sont, comme hier au moment du Printemps de Prague, la lutte pour

un appareil d'Etat national tchèque moins inféodé à Moscou que ne l'est celui de Husak et la garantie de la liberté d'expression pour les intellectuels se situant sur ce terrain. Ce que veulent ces ex-dignitaires et intellectuels contestataires, ce n'est pas, comme ils l'écrivent eux-mêmes, « proposer leur propre programme de réformes politiques ou sociales, ou proposer des changements, mais mener dans leur domaine d'action un dialogue constructif avec le pouvoir politique et étatique, notamment en attirant l'attention sur les différents cas concrets de violation des droits de l'homme ».

Quant aux voix isolées qui se sont parfois faites entendre, de-

puis 1968, elles exprimaient certes parfois des choix politiques différents, dans la mesure où la nécessité de lutter contre le régime en place pour conquérir la liberté y est affirmée, mais elles restaient celles de nationalistes, en dépit de certaines références polies au rôle de la classe ouvrière.

Il en fut ainsi par exemple de l'historien Karl Bartosek, qui proclamait en 1969 la nécessité de « créer une nouvelle gauche marxiste révolutionnaire » mais citait aussi la Yougoslavie comme exemple à suivre et à étudier à l'appui de sa thèse : « La seule possibilité historique réelle consiste dans la lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balka-

nique pour l'égalité ».

Assez semblables étaient également les positions défendues par le petit Parti Socialiste Révolutionnaire dont plusieurs dirigeants, parmi lesquels Piotr Uhl, furent présentés comme trotskysants par la LCR. La commission idéologique de ce groupe ne déclarait-elle pas en août 1969 : « Notre but et notre programme peuvent tenir en une seule phrase : pour que notre avenir national devienne celui d'un peuple libre de décider seul de ses propres affaires, il est indispensable que chacun d'entre nous contribue à l'action, avec courage et détermination, car la liberté n'est pas un cadeau mais s'arrache par la lutte ».

Jacek Kuron : une évolution significative

Les déclarations récentes de Jacek Kuron sont intéressantes à un double titre. D'abord parce qu'il est à l'initiative du président du Comité de Défense des Ouvriers, et ensuite parce que c'est l'un des intellectuels polonais qui a été le plus loin dans la critique du régime.

En 1965, Jacek Kuron signait avec Modzelewski la Lettre ouverte au Parti Ouvrier Unifié polonais, dans laquelle il prenait position sans équivoque en faveur du prolétariat et de la révolution socialiste. Il affirmait clairement que « pour que la classe ouvrière soit capable de jouer le rôle dirigeant, elle doit être consciente de ses propres buts et les formuler dans un programme politique ; elle doit organiser — en tant que classe luttant pour le pouvoir — son propre parti ». A cette époque, son texte ne manquait pas non

plus d'un sévère critique contre la gauche polonaise de 1956, et Kuron se situait comme un intellectuel révolutionnaire, ayant rompu radicalement avec le stalinisme ainsi qu'avec tous les tenants de l'appareil d'Etat national.

Pourtant, ses conceptions ne dépassaient pas le cadre étroit de la Pologne et restaient donc entachées de nationalisme. Son évolution ultérieure n'a fait que renforcer ce point de vue, en l'éloignant de plus en plus nettement du prolétariat.

A l'heure actuelle, il se situe toujours parmi les plus radicaux des contestataires polonais et affirme se placer sur le terrain du socialisme. Mais, tout en assurant la défense des ouvriers victimes de la répression, il n'en manifeste pas moins une méfiance congénitale envers la

classe ouvrière et, en particulier, envers ses formes propres d'organisation. Lors de déclarations récentes qu'il fit à Vienne, au correspondant du Monde, il devait ainsi parler de la « leçon amère » qu'avait représenté pour les travailleurs de Gdansk et de Szczecin les comités de grève mis en place au cours des grèves de 1970. Ainsi, en Pologne, où la classe ouvrière est puissante, où elle a montré à plusieurs reprises, tant en 1970 qu'en 1976, sa combativité et sa capacité à défendre ses intérêts propres, Kuron n'a rien d'autre à lui dire que des mises en garde contre les comités de grève, que des appels à s'en remettre aux intellectuels contestataires pour mener à bien la démocratisation du pays.

Par contre, il s'adresse au gouvernement, expliquant d'ailleurs, qu'il « essaie de se placer du point de vue du pouvoir », se prononçant pour « des réformes structurelles » et précisant qu'à son avis, « si le pouvoir avait le courage de s'engager dans une politique de réforme à petits pas, il pourrait dans une certaine mesure régler ses problèmes », à savoir ceux posés par la crise et les révoltes ouvrières contre les



Jacek Kuron.

hausse du coût de la vie qui en sont la conséquence.

Et dénonçant la répression, notant que « les autorités ne sont pas toujours habiles », Kuron s'adresse au gouvernement pour lui expliquer qu'il serait possible, pour surmonter la crise, d'augmenter les prix, mais en douceur en quelque sorte, car « toute décision en ce domaine doit avoir l'assentiment des travailleurs ». Le com-

bat de Jacek Kuron se place donc aujourd'hui, de plain-pied, dans le cadre de l'Etat actuel, désireux d'en obtenir des réformes, une évolution vers un régime moins répressif — pour les intellectuels contestataires aussi bien que pour la classe ouvrière — plus libéral, plus indépendant aussi vis-à-vis de Moscou. Mais c'est là fondamentalement une perspective nationale bourgeoise.

dossier LES DEMOCRATIES POPULAIRES

LE PROGRAMME DES REVOLUTIONNAIRES SOCIALISTES

Une politique indépendante : une nécessité vitale pour la classe ouvrière

Les idées défendues aujourd'hui par les contestataires ne sont pas nouvelles. Il y a 20 ans déjà les étudiants polonais ou les étudiants hongrois réclamaient la liberté et le départ des troupes russes. Les contestataires d'aujourd'hui expriment les aspirations nationales et démocratiques de la petite bourgeoisie intellectuelle mais comme il est déjà arrivé dans le passé, leurs revendications peuvent trouver un écho dans toutes les couches sociales de ces pays et la classe ouvrière elle-même peut se battre sur leur terrain.

A tous ceux qui sont prêts à se battre avec eux, les intellectuels contestataires proposent leurs perspectives politiques. Elles sont en apparence, diverses. Car parmi les contestataires, il y a d'un côté, des intellectuels honnêtes qui aspirent sincèrement à un régime démocratique, et de l'autre, il y a des hommes politiques bourgeois à la Dubcek, qui ont déjà exercé le pouvoir sous la houlette de la bureaucratie russe et qui recherchent simplement une marge de manœuvre plus grande par rapport à l'URSS, qui cherchent en somme à renforcer l'appareil d'Etat national face à l'URSS. Le drame des premiers, c'est qu'en se plaçant eux aussi sur le terrain démocratique bourgeois, ils ne peuvent aller bien loin dans la voie des réformes démocratiques. Car dans les démocraties populaires aussi, la bourgeoisie a fait son temps. Elle est bien incapable de réaliser son programme démocratique bourgeois.

Et la seule issue à notre époque, c'est de combattre pour la révolution sociale, pour que la classe ouvrière, en balayant le vieil ordre social, instaure enfin la liberté pour tous les exploités.

Mais ce n'est pas de cette liberté-là que les contestataires veulent. On le voit aujourd'hui à travers leurs écrits. On l'a vu plus encore dans le passé, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslo-

vaquie, quand l'ensemble de la population se mobilisait pour déserrer le carcan étouffant de la dictature. A chaque fois les intellectuels contestataires se sont servis des masses populaires qui faisaient irruption sur la scène politique comme marchepied pour hisser leurs propres représentants au pouvoir.

Et ces hommes ont tenté d'utiliser le mouvement populaire pour renforcer face à l'URSS leur propre appareil d'Etat national, avant de briser la mobilisation populaire grosse de dangers pour ces Etats eux-mêmes car elle risque toujours d'entraîner une prise de conscience de la classe ouvrière de ses intérêts propres.

L'intelligentsia contestataire sert en quelque sorte de pont entre la classe ouvrière et les appareils d'Etat de ces pays. Et la voie des réformes qu'elle propose non seulement ne peut pas conduire la classe ouvrière au pouvoir mais elle la désarme face à un Etat qui ne peut que se retourner violemment contre elle. C'est une impasse et un piège sanglant pour les travailleurs.

Et si demain la classe ouvrière n'a pas de politique propre, elle ne pourra que se ranger derrière l'intelligentsia qui lui proposera la sienne, qui lui proposera de faire confiance aux Gomulka, aux Nagy, aux Dubcek de demain, à ces hommes qui trahiront ses aspirations et participeront à son écrasement.

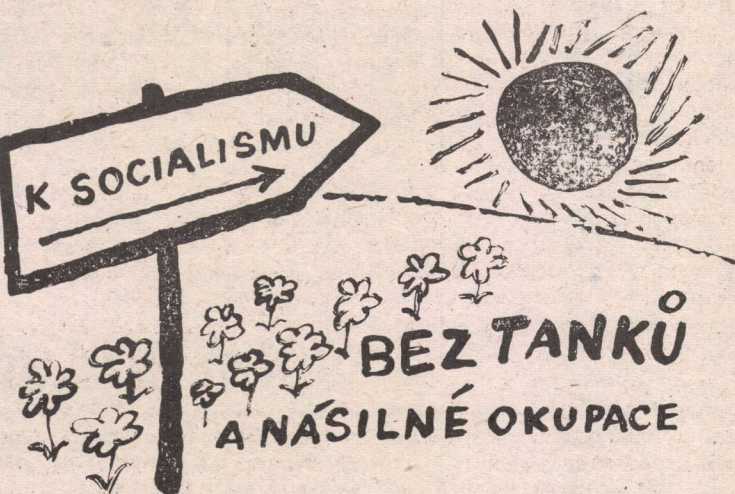
Ce n'est pas l'héroïsme ni la capacité d'organisation qui a manqué en 1956 aux ouvriers hongrois, c'est une politique indépendante, qui représente réellement leurs intérêts en même temps que ceux de tous les travailleurs.

C'est dire l'urgence pour la classe ouvrière de mener sa propre politique et d'opposer son propre programme tant à la politique des régimes en place qu'aux perspectives proposées par les contestataires.

Les Etats de démocraties populaires sont des dictatures féroces. La répression est la réponse à toute opposition de quelque fraction ou classe de la population qu'elle provienne. Quand ce n'est pas directement l'Etat de ces pays qui brise les aspirations populaires, ce sont les chars russes qui tranchent les problèmes de société.

Toute la population aspire aux libertés démocratiques et bien entendu, aussi, la classe ouvrière. Ces libertés sont vitales pour cette dernière. Elles sont nécessaires au développement de son organisation. La classe ouvrière doit non seulement lutter pour la liberté d'expression, mais aussi pour le droit de grève, le droit d'association et de réunion. Par ailleurs, la moindre de ses revendications, fut-elle économique, se heurte immédiatement à l'appareil d'Etat quand ce n'est pas à l'armée russe. C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas rester sur le terrain économique et ils se doivent d'avoir un programme politique.

La lutte pour les libertés démocratiques est la forme concrète de la lutte contre l'appareil d'Etat national, et contre la bureaucratie russe qui le tient en tutelle. Dans cette lutte, la classe ouvrière peut se trouver alliée à tous ceux qui se battent contre la dictature, quelle que soit la classe sociale qu'ils représentent. Mais elle doit être consciente de la nécessité de se battre pour ses objectifs propres, car ils sont différents de ceux des contestataires, y compris sur la question des libertés démocratiques. Car les mêmes mots ne désignent pas les mêmes choses pour les uns et pour les autres. Dans les pays de démocratie populaire, la lutte pour l'indépendance de l'Etat face à la bureaucratie russe, n'est pas la lutte pour en



Affiche tchèque : « Vers le socialisme » « sans tanks et sans forces d'occupation ».

finir avec l'oppression de la classe ouvrière. La fin de son oppression passe non seulement par le départ des troupes russes, mais aussi par la destruction de l'Etat national et l'exercice du pouvoir par les travailleurs. Face à l'armée russe, le prolétariat doit opposer le programme de l'internationalisme prolétarien, un programme de classe et non celui du nationalisme dont se revendiquent la plupart des contestataires.

La classe ouvrière doit être consciente que ceux qui luttent pour les libertés démocratiques dans le but de l'indépendance nationale, pourraient se retrouver demain les alliés de la bureaucratie soviétique contre les travailleurs qui veulent renverser l'Etat. Elle ne doit pas se

laisser entraîner derrière eux dans un combat qui n'est pas le sien.

C'est pourquoi la classe ouvrière doit avoir non seulement son programme politique mais aussi ses organisations propres. Le rôle des révolutionnaires n'est pas de mettre les travailleurs à la remorque des contestataires, quelles que soient les options politiques de ceux-ci. Leur rôle est de construire l'instrument du renversement de l'Etat et de la mise en place du pouvoir des travailleurs, de construire le parti ouvrier révolutionnaire. Leur rôle est de contribuer à la reconstruction d'une internationale qui se donne pour tâche le renversement de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat à l'échelle mondiale.

Les responsabilités du mouvement trotskyste

Malgré sa faiblesse, le mouvement trotskyste porte une grande responsabilité en ce qui concerne les démocraties populaires. Car seul le mouvement trotskyste peut aider la classe ouvrière des pays du glacis à se donner un programme révolutionnaire conséquent, à définir une politique indépendante conforme à ses intérêts de classe. Seul le mouvement trotskyste pourra l'aider à construire le parti dont elle a besoin pour vaincre.

Certes, le mouvement trotskyste et ses organisations ne disposent peut-être pas à l'heure actuelle des forces nécessaires à la construction de partis révolutionnaires dans ces pays-là. Mais par contre, il est en leur pouvoir, et par conséquent de leur devoir, de défendre une politique juste. Sinon, ils ne

peuvent que contribuer à dévoyer la lutte de ceux qui voudraient s'atteler à la tâche de construire une organisation prolétarienne révolutionnaire dans les pays de démocratie populaire. Or, à l'heure actuelle, des organisations comme la LCR et l'OCI ne font que masquer derrière les actions de solidarité, le fait qu'elles se refusent à défendre une politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière de ces pays. Elles lui tournent même le dos, en parlant des couleurs du socialisme les mouvements de contestation et en essayant de faire croire que le combat pour les libertés et le combat pour la révolution socialiste ne font qu'un.

Tout le problème c'est justement qu'ils ne font qu'un quand c'est la classe ouvrière qui, consciente de ses objectifs

propres en prend la tête. Mais le combat de la petite bourgeoisie intellectuelle pour les libertés démocratiques et l'indépendance nationale ne peut absolument pas se transformer automatiquement en combat pour le socialisme. C'est une duperie que de le faire croire ; c'est proposer comme politique à la classe ouvrière des démocraties populaires de se mettre elle aussi à la remorque de la petite bourgeoisie.

Pour œuvrer à la construction de partis authentiquement prolétariens dans les pays du glacis, il faut d'abord défendre un programme clair se démarquant clairement de la perspective proposée aujourd'hui par les contestataires.

Toute autre politique est une véritable démission devant les tâches que le mouvement trotskyste a à accomplir.

La crise de la Sidérurgie

LE PLAN ACIER DE BARRE :

12 milliards de plus dans la poche des trusts... mais les licenciements continuent

Raymond Barre a présenté mardi 19 avril à l'assemblée nationale son « plan acier ».

Il a eu le culot de déclarer que le chômage allait être réduit à peu de chose en Lorraine. Or, en dehors des mises à la retraite anticipée, cela consistera surtout à inciter les travailleurs immigrés à rentrer dans leurs pays. Ainsi évidemment ils ne seront pas comptabilisés dans les chômeurs. Et de toute façon ce peu de chose, même si l'on retenait les chiffres du gouvernement, se traduira par plusieurs milliers de travailleurs jetés à la rue.

Quant au maintien en activité du haut-fourneau d'Usinor-Thionville, ce n'est qu'une mesure destinée à cacher la réalité du chômage. Car de toute façon il ne permettra de conserver, au mieux, que 350 emplois sur plus de 3.000... Et le lendemain même des discours du Premier ministre, les sidérurgistes émettaient des réserves sur la possibilité du maintenir le haut-fourneau seul en activité !

Enfin les promesses vagues d'implantation industrielle de Renault-Citroën-Simca et peut-être BSN et Pont-à-Mousson ne sont qu'un bluff pur et simple. Là encore, les firmes automobiles se sont d'ailleurs empressées d'y apporter elles-mêmes un démenti, tenant à préciser que les assurances de Barre étaient des « dé-

clarations un peu hâtives ». Oui, Barre dit n'importe quoi, en comptant bien que la presse et la télé se chargeront de donner un minimum de crédibilité à son bluff de prétendue politique sociale.

Mais derrière ce décorum d'essouffement, il y a la réalité, il y a la partie de ce « plan acier », qui, elle, est bien concrète. C'est la décision de faire, selon une expression pudique, un « effort financier » de 12 milliards de francs, consentis pour moderniser l'appareil de production.

Et si le gouvernement dit qu'il ne fournira pas toute cette somme, il reconnaît ouvertement que l'Etat y participera pour une bonne part. Combien ? Ce n'est pas dit. Mais ce qui est sûr, c'est que le gouvernement va allègrement puiser dans les caisses pour subventionner une nouvelle fois les trusts de la sidérurgie. Une nouvelle fois, la population de l'ensemble du pays va devoir payer soit directement par le biais de l'impôt, soit indirectement par le biais de la planche à billets, c'est-à-dire de l'inflation, pour enrichir encore plus quelques groupes financiers.

Seulement, attention ! « L'Etat étant (comme le déclare Barre lui-même), à tort, accusé par certains d'être un créancier complaisant, une garantie spéciale et exceptionnelle sera établie au bénéfice de l'Etat ». Ce qui veut dire

qu'auparavant aucune garantie vraiment très efficace n'était prise. C'est reconnaître implicitement que pour les 10 milliards déjà distribués aux patrons sidérurgistes, il ne vaut mieux pas demander où ils sont passés, si ce n'est dans la poche des Sacilor, Usinor, etc.

En fait, derrière quelques petites fioritures, le « plan acier » de Barre apparaît comme la continuation logique de la politique gouvernementale : mettre toutes les ressources de l'Etat au service des intérêts des grands groupes financiers, en distribuant les milliards d'un côté et en jetant des milliers de travailleurs à la rue de l'autre. Le gouvernement et les capitalistes poursuivent leur plan d'ensemble qui consiste à tous les niveaux et dans toutes les branches, à faire payer aux travailleurs les conséquences de la crise de leur système.

Mais justement, face à cette attaque d'ensemble, ce n'est pas la venue à Paris de quelques milliers de sidérurgistes qui sera suffisante pour mettre en échec cette politique. Les travailleurs eux aussi ont besoin d'un plan d'ensemble capable de rassembler toute la classe ouvrière dans la contre-offensive nécessaire. Mais c'est justement cette riposte que les syndicats se refusent à proposer.

Paul SOREL.



Barre est satisfait : les profits des trusts seront maintenus... le chômage aussi.

La manifestation des sidérurgistes à Paris

C'est à plusieurs milliers (entre deux et quatre mille) que les sidérurgistes de Lorraine, appuyés par des délégations des mineurs de fer, se sont retrouvés à Paris, mardi 19 avril.

Quatre-vingt cars étaient partis le matin à 6 heures des différentes villes de Lorraine. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC-CGC avait lancé un appel à un débrayage de deux heures minimum dans toute la sidérurgie lorraine. Mais la CFDT quant à elle appelait à un arrêt de 24 heures, ce qui provoqua une protestation de l'intersyndicale, et surtout de la CGT.

Le but de ce débrayage et de cette montée à Paris était de faire pression sur l'Assemblée nationale et le gouvernement au moment où s'ouvrait au Parlement le débat sur l'avenir de la sidérurgie lorraine, au moment où déjà l'annonce de la suppression de 16.000 postes a été faite, et qu'on s'achemine vers une fermeture proche d'Usinor-Thionville.

La journée parisienne commença par un immense casse-croûte sous la Tour Eiffel. Puis à 14 h 30 les sidérurgistes se formèrent en cortège, très largement dominé par les banderoles de la CFDT (portant aussi souvent un badge du PS) dont l'une ouvrait le cortège : « Pour le plein emploi dans la sidérurgie française, pour la sa-

tisfaction des revendications prioritaires ». La CGT était présente, et réclamait « Pour que la Lorraine vive et travaille, nationalisation de la sidérurgie », d'abord sur Thionville mais aussi à Sacilor, Usinor, etc. Mais sur le terrain, en dehors d'Usinor-Thionville, la CGT n'a pas fait un battage très important, et cela se voyait dans la manifestation.

Sous le soleil, le cortège avait une allure relativement dynamique, et souvent l'Internationale était reprise en cœur par les manifestants.

La manifestation prit fin après une prise de parole des représentants des cinq fédérations syndicales qui tous réclamèrent une seule chose, résumée dans la motion commune portée aux députés : des négociations pour la tenue d'une réunion tripartite syndicats-sidérurgistes et Etat pour discuter de l'avenir de la Lorraine, sur la base des revendications suivantes : « Relance des investissements, car la garantie et la création d'emplois ne seraient possibles qu'avec une industrialisation continue de la Lorraine ».

Déjà les manifestants avaient commencé à regagner les cars pour retourner vers la Lorraine. Certains étaient un peu amers et se demandaient si cela serait suffisant pour ne pas se retrouver au

chômage. D'autant qu'à part les grandes déclarations sur la nécessité « de continuer la lutte » les centrales syndicales ne proposent rien, aucun plan d'ensemble capable de mobiliser les travailleurs et de faire reculer patronat et gouvernement.

Peu après 16 h 30, les manifestants avaient déserté l'esplanade des Invalides, avec un peu d'espoir et beaucoup d'appréhension ; pendant ce temps, les députés continuaient de palabrer dans l'émicycle.

P.S.



Les grévistes d'Usinor dans les rues de Paris : il faudra bien plus qu'une manifestation de ce genre pour faire reculer le gouvernement. (Ph. Rush)

Un groupe de travailleurs d'Usinor-Thionville

Quelques travailleurs d'Usinor-Thionville, de petite maîtrise (chefs d'équipe) et syndiqués CGT ont répondu à nos questions et donné leur point de vue :

« Comment s'est passée la journée d'aujourd'hui ?

— Toute l'usine est arrêtée, nous sommes montés à 1.700 d'Usinor, seuls des piquets de sécurité restent dans l'usine.

— Quelle est la situation sur place ?

— Il y a déjà plusieurs cen-

taines de personnes qui ont quitté l'usine. Déjà des préretraites, mais aussi plusieurs centaines de jeunes et d'émigrés, environ moitié-moitié. Dès qu'un jeune trouve quelque chose, il s'en va. Mais pour les plus vieux ce n'est pas possible. En plus l'usine a redémarré le 13 avril, après avoir été arrêtée depuis le 24 mars, et jusqu'à maintenant on n'arrive pas à sortir les coulées d'acier.

Mais si on va travailler normalement jusqu'à la fin du mois, on va recommencer à chômer deux jours par semaine en mai.

Les mutations, on n'y croit pas. Il y en a déjà eu plusieurs centaines. On emmène les gars visiter Fos. Il n'y a que quelques places pour les OS et les P1. Mais rien pour les plus qualifiés.

On attend qu'aujourd'hui il ressorte quelque chose de positif du débat à l'assemblée...

— Mais si rien ne ressort du débat parlementaire ?

— Bien sûr, il faudrait faire des actions plus dures... mais les gars n'ont pas le moral. Ça fait plusieurs mois qu'on vit sans savoir où on va.

Après l'occupation par les CRS, la grève continue

Lundi 18, à cinq heures du matin, les CRS expulsaient les grévistes qui occupaient l'usine General Motors de Gennevilliers depuis le 4 avril. Plusieurs brigades de CRS casqués, lance-grenades à la main, n'avaient aucun mal à s'installer dans l'usine que seuls une trentaine de grévistes occupaient dans la nuit du dimanche au lundi.

Ce durcissement de l'attitude de la direction de la GM faisait suite à de nouveaux reculs dans les négociations avec les organisations syndicales. Alors qu'elle avait très vite accordé 1 % en plus des 1,6 % d'augmentation, réparti en trois fois — 0,4 %, 0,4 %, 0,2 % —, le jeudi 4, la direction accordait ce pourcentage supplémentaire en une seule fois et tout de suite, plus une prime exceptionnelle de 100 F. C'était peu, mais c'était tout de même un recul ! Un recul qui renforçait la détermination des travailleurs à arracher

les 200 F et le paiement des heures de grève.

C'est alors que la direction, qui n'avait réussi ni à laisser pourrir le mouvement, ni à regrouper autour d'elle les mensuels, a durci sa position. Il faut bien dire qu'avec l'occupation de l'usine par les CRS, elle est parvenue à faire rentrer les mensuels qui, après avoir refusé pendant quinze jours ses manœuvres, ont préféré reprendre le travail, malgré les quolibets des ouvriers massés aux portes et la présence des CRS à l'intérieur de l'usine. Avec les mensuels, une petite partie des ouvriers — de 10 à 15 % — ont aussi repris le travail.

A l'heure actuelle, la majorité des ouvriers restent en grève et aucune production ne sort des ateliers.

Où en sont les négociations ? Personne ne le sait précisément, la CGT et la CFDT se gardent bien de faire le compte-rendu de tous les

aspects de la discussion. De même, les deux syndicats n'avancent pas de perspectives claires, affirmant qu'au départ des CRS de l'usine il faudra y rentrer et « continuer la lutte », sans autres précisions.

Ils ne parlent plus des revendications. Et, pourtant, les travailleurs de la GM sont loin d'en être réduits à la capitulation. Car, si l'usine est occupée par les CRS, ce ne sont pas ces derniers qui vont tourner les manivelles et faire sortir la production.

Près d'une semaine après le coup de force de la direction, les ouvriers refusent toujours de rentrer dans l'usine dans ces conditions. Force sera au patron de constater les limites de l'occupation policière. Il a peut-être d'autres ressources, mais les travailleurs de la GM en ont également.

Et les prochains jours peuvent le lui démontrer à ses dépens.



Les flics à l'usine !... (Rush)

MONTEUX (VAUCLUSE)

Après l'explosion de l'usine Ruggieri

Après l'explosion de l'usine Ruggieri, à Montoux, près d'Avignon, intervenue le mardi 12 avril, qui tua deux travailleurs et en blessa dix-sept, voici le témoignage d'une ancienne ouvrière de l'usine.

« J'ai travaillé trois ans et demi dans l'usine et j'ai quitté après l'accident de juillet 1973 qui a fait quatre morts et dix-sept blessés. Moi-même après l'acci-

dent, je n'ai plus voulu travailler dans l'usine.

A l'époque nous avions un salaire de base de 900 F, et si nous voulions gagner un peu plus, il fallait faire le rendement, avec des primes allant de 3 francs à 6 francs par jour.

— Comment s'est passé l'accident de 1973 ?

— C'est une charge de fusée qui a explosé, entraînant l'explosion

de dix-huit cabanons où travaillaient un, deux ou plusieurs ouvriers, et provoquant un incendie. Nous nous sommes tous précipités vers la rivière qui longe l'usine et nous nous sommes jetés dedans pour échapper aux flammes.

Depuis cet accident, il y en a eu d'autres : un jeune ouvrier très gravement brûlé aux mains et à la figure. Une jeune femme en-

tièrement défigurée et les doigts coupés.

— Quelles sont les conditions de sécurité ?

— Les normes de stockage ne sont jamais respectées et dans les cabanons s'entassent les fusées, matériel de feu d'artifices, etc. L'usine est vieille et il y a beaucoup de négligences au niveau de l'organisation du travail. Certaines machines ont des vérins pour tasser la poudre qui,

une fois déclenchés ne peuvent plus être arrêtés si on se rend compte d'une erreur. Et puis, il y a le rendement qui nous oblige à travailler très vite ».

On le voit, ce n'est pas d'hier que les dangers d'accidents graves existaient à l'usine de Montoux. Cela n'a pas empêché la négligence continuelle du patron de continuer jusqu'à finalement la terrible explosion du 12 avril.

CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT

Non aux licenciements !

Aux Chantiers navals de la Ciotat, la direction, depuis plusieurs semaines, envoie des lettres d'avertissements et de licenciements.

Après avoir invoqué les absences répétées, la direction prend prétexte maintenant d'une insuffisance de production pour sanctionner. Ce n'est qu'un mauvais prétexte. Il est très difficile d'évaluer la production et le rende-

ment surtout pour ceux qui travaillent à bord. La maîtrise oblige souvent à recommencer le travail fait parce que l'organisation du travail est irrationnelle. Par exemple, il est arrivé qu'après avoir posé les gaines de ventilation, on soit obligé de les défaire pour laisser passer un tuyau.

Dans ces cas-là, c'est plutôt de surcroît de travail qu'il faudrait parler.

Cela fait presque deux mois que ces licenciements abusifs ont commencé, et depuis les organisations syndicales restent passives.

La CGT majoritaire dans l'entreprise, n'a soulevé le problème qu'au congrès de la Ciotat le 19 février dernier. Les dirigeants ont répondu qu'aux CNC, il y a toujours eu des licenciements et qu'aujourd'hui on connaissait bien

ces ouvriers, qu'ils n'étaient pas sérieux et qu'ils étaient souvent absents. Est-ce parce que certains, parmi les premiers licenciés, ne cachaient pas leurs idées révolutionnaires que la CGT a pris une telle attitude ?

Ce serait pourtant le moment d'opposer une riposte de tous aux visées du patron.

Correspondant LO

STI (VANVES)

ÇA NE PISSE PAS HAUT

Lourde faute que celle d'uriner malencontreusement hors de la cuvette des WC directoriaux, au siège social du STI à Vanves (Service Technique Industriel). Dans cette honorable maison on ne tolère pas la plus petite bavure, si l'on peut dire !

Comme la fille du directeur n'est pas parvenue à faire se dénoncer le coupable, forcément caché parmi les neuf dessinateurs du bureau d'études qui ont le privilège de partager le trône avec leurs chefs, elle a menacé de licencier parmi eux les 4 intermédiaires, na !

Pas encore mûr pour jouer les boucs émissaires, l'un d'eux s'est permis de se rebiffer. Licencié immédiatement. Quant aux autres, ils apprennent le mardi suivant qu'il n'y aurait plus de travail.

Décidément, le grade ne fait rien à l'affaire. Quand on est c... on est...

Correspondant LO

SEV MARCHAL (ISSY-LES-MOULINEAUX)

La lutte paie

A la SEV Marchal à Issy-Les-Moulineaux, les salaires ont plus de 200 F de retard sur la moyenne des entreprises de la métallurgie parisienne.

Dans l'usine, le mécontentement est grand, et ce n'est pas l'aumône qu'a accordée la direction le 1^{er} avril, en annonçant 1,5 % d'augmentation, qui y a mis un terme.

Pour exprimer leur méconten-

tement, sept magasiniers d'un atelier se sont mis en grève mercredi 13 avril, réclamant le passage à P1 et le même salaire pour tous : 11,60 F de l'heure (alors que presque tous avaient moins de 11 F, le plus bas ayant 10,36 F).

Après un peu plus d'une journée de grève, celle-ci risquant de gêner la bonne marche des chaînes, la direction, craignant

qu'elle ne s'étende à d'autres secteurs, cédait et accordait le passage de tous ces travailleurs à la qualification 0 3 : 11,40 F pour tous et le paiement des heures de grève.

Considérant ce recul important comme une victoire, ces camarades décidaient de reprendre le travail. Mais les magasiniers d'un autre atelier se mettaient presque aussitôt en grève et réclamaient

les mêmes avantages. Une heure après seulement, la direction cédait.

A la suite de ces événements, les discussions allaient bon train dans nombre d'ateliers et de bureaux. Et il n'est pas dit que le recul de la direction sur les problèmes des magasiniers ne donne envie aux autres travailleurs de la SEV de suivre leur exemple.

Correspondant LO

La direction a cédé

■ Vendredi 15 avril, après une décision prise en assemblée, le travail a repris au Centre de Traitement de l'Informatique de la BNP. La grève a duré cinq semaines.

C'est certainement une défaite pour la direction de la BNP, qui avait choisi de réprimer durement cette grève. Révocation contre deux employés, appel à la justice et à la police pour faire évacuer les piquets de grève aux portes, équipes de jaunes bien protégés et de flics en civil dans la banque, notes au personnel pour le dresser contre les grévistes. Sans succès. Et ceux-ci ont eu le plaisir, au cours de la 5^e semaine de grève, de voir la direction reculer pas à pas.

La BNP recule sur les révocations, ramenées à une rétrogradation temporaire, et accepte le paiement des heures de grève à 50 %. La retenue des heures de grève sera effectuée sur quatre mois, avec promesse d'oublier les deux dernières retenues si le travail est rattrapé. Enfin, sur les revendications qui étaient à l'origine de la grève (maintien des avantages acquis après l'éclatement du centre), les travailleurs de CTIP ont obtenu des garanties non négligeables, en particulier sur les délais d'incorporation des primes. Il

reste malgré tout des promesses que la direction n'a pas encore confirmées par écrit.

Ce recul de la direction dépasse d'ailleurs le cadre du CTIP.

D'abord, pour les nombreux employés qui ont participé aux débrayages de solidarité — un petit nombre a même fait près de trois semaines de grève — et qui obtiennent eux aussi le paiement à 50 % de ces heures et peut-être même à 75 %.

Ensuite, le mouvement ne sera pas sans conséquence pour l'ensemble du personnel, qui subit les effets du plan de décentralisation de Barbès. En effet, l'éclatement du CTIP se place dans le cadre d'une plus vaste opération, commencée il y a plus de quatre ans par la création du centre Louvre, de Jules-César, de Montreuil puis de Pleyel, et qui a déjà réduit le personnel de Barbès de 5.000 à 3.500 personnes. D'ici la fin de l'année, un millier de plus doivent partir, dont une bonne moitié ne connaissent pas encore leur affectation.

Le fait que la direction de la BNP ait dû accepter le maintien des avantages acquis après l'éclatement du CTIP constitue, pour tout le personnel, un précédent et un acquis.

Correspondant LO.



Les grévistes de l'Informatique, appuyés par les autres employés de la BNP ont effectivement tenus... jusqu'à ce que les banquiers cèdent.

L'ORDINATEUR

pour la direction, une bande à part

Isoler l'ordinateur du reste de la banque a toujours été le but de la direction. Car il s'agit, pour la BNP, d'un centre vital, celui par où passe la presque totalité des opérations de la banque.

Pour cela, et dès la création du centre informatique, les salaires touchés par ces employés ont été plus importants

que la moyenne. En effet, si le salaire de base est le même pour tous, les primes de machine et surtout d'équipe — l'ordinateur travaille en 3x7 heures — permettaient de doubler et même de tripler ce salaire. Depuis un an, les employés de l'informatique ont d'ailleurs obtenu une semaine de congé par mois pour compenser la semaine de nuit.

Ces avantages ont certainement contribué à développer un certain corporatisme qui les écarte un peu du reste du personnel. Mais sur ce plan, la direction est allée encore plus loin. Il y a près de trois ans, elle a voulu faire de ce centre une espèce de chambre-forte avec issues séparées, salles de repos particulières, gardiens à la porte et

badges avec photo pour chacun. Elle a en grande partie échoué parce que les employés de l'ordinateur ne l'ont pas accepté.

A chaque fois, c'étaient des grèves dures, avec occupation, que les syndicats n'ont jamais contrôlées, et qui duraient plusieurs semaines, paralysant l'ensemble de l'entreprise et les comptes des clients.

La direction de la BNP a donc décidé de décentraliser l'ordinateur en quatre unités, ce qui doit se faire incessamment, mais elle a voulu en même temps revenir sur les avantages acquis. C'est ce qui lui a valu cette dernière grève de cinq semaines.

Correspondant LO

ALSTHOM SAINT-OUEN

Les débrayages se poursuivent

A l'Alstom Saint-Ouen les débrayages, qui avaient démarré dans la semaine suivant le deuxième tour des élections municipales, en sont actuellement à leur quatrième semaine, avec une participation grosso modo équivalente au fil des jours.

Jusqu'au 14 avril, date de la réunion sociale entre la direction et les syndicats, ceux-ci avaient organisé les débrayages pour les 300 F pour tous. La direction a accordé 2 % d'augmentation et 0,35 % de la masse salariale qui seront consacrés aux augmentations individuelles. Bref, des miettes qui n'ont satisfait personne et qui ont rendu plus d'un travailleur furieux. Le résultat a été que, pour le moment, il n'est pas question d'arrêter la demi-heure quotidienne de grève.

Quant à la CGT, la journée du 14 avril où elle a organisé

un rassemblement devant la mairie de Saint-Ouen a visiblement été le point culminant de ce qu'elle entendait faire. Le mouvement qu'elle impulsait et monopolisait — elle a interdit la parole à un militant révolutionnaire au cours de la deuxième semaine du mouvement et l'a limitée pour les représentants de la CFDT — elle le laisse maintenant aller, en essayant peut-être de faire endosser la reprise par ces derniers. Elle n'intervient pratiquement plus dans les assemblées.

Bien des travailleurs disent qu'ils savent bien qu'ils n'obtiendront rien de plus avec le mouvement actuel. Mais ils ne veulent pourtant pas reprendre le travail comme avant et entendent continuer à exprimer leur mécontentement à la direction.

Correspondant LO.

CENTRALE NUCLEAIRE DE SAINT-LAURENT-DES-EAUX

Grève du bâtiment

Les ouvriers du bâtiment qui édifient la deuxième centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-

Eaux sont en grève depuis trois semaines. Ils veulent une augmentation de salaires supérieure

à celle prévue par le plan Barre, et le paiement des jours de grève. Ils ont d'autres revendications : le treizième mois, la cinquième semaine de congés payés, et d'autres relatives aux primes.

Les Grands Travaux de Marseille, qui les emploient ont adopté une attitude dure, se retranchant derrière le plan Barre. Le directeur a répondu non à toutes les revendications. Il a forcé le barrage du piquet de grève en

voiture, et envoyé un huissier, à la suite de quoi quatorze grévistes sont passés au tribunal de Blois le 7 avril. Le juge a demandé le retrait du piquet de grève.

Mais la grève est totale, et après trois semaines, la plupart des travailleurs veulent continuer jusqu'à satisfaction. Des assemblées générales réunissent tout le monde devant la centrale, et des équipes se relaient toute la journée pour rester à l'entrée du chantier.

Correspondant LO

CIT ORLEANS

Réduction d'horaire

A la CIT d'Ormes les horaires de travail sont passés de 42 heures à 40 heures depuis le 1^{er} avril.

Les carnets de commandes de la CIT sont pourtant pleins. Cette réduction d'horaires vise à rentabiliser davantage la production, dans le cadre de la restructuration générale de la compagnie. D'ailleurs, la direction essaye de mettre actuellement en place le travail au boni dans les ateliers, pour augmenter la productivité en même temps qu'elle réduit les horaires.

Un premier débrayage d'une heure organisé par la CGT et la

CFDT a regroupé 250 personnes sur 1.200. La CGT a ensuite parlé d'occuper l'usine dans ses tracts, mais les débrayages d'une heure se succédant (il y en a eu quatre), le nombre de participants s'est amenuisé. Finalement, tout est retombé car les travailleurs ne voient guère de solution devant eux.

Il faut noter qu'après ces mouvements, dans un tract, la CGT a traité de moutons et de lâches ceux qui n'ont pas débrayé. Ce n'est sûrement pas le meilleur moyen pour riposter aux mauvais coups du patron.

Correspondant LO.

PTT

FAUT PAS SE GÊNER

A la suite d'un contrôle effectué aux dépôts des Périodiques, il s'est avéré que la publication *Jours de France*, propriété du sieur Dassault, bénéficiait indûment des tarifs d'affranchissement préférentiels accordés à la presse : le nombre de pages consacrées aux encarts publicitaires dépasse en effet la limite autorisée.

Personne ne sera surpris que Dassault, qui a grugé le Trésor public de plusieurs milliards d'impôts non payés s'essaye également à récupérer quelques dizaines de millions sur le dos des PTT.

Ceci dit, nous serions tout de même curieux de savoir si les quelque 67 millions (anciens) que Dassault économisait ainsi par semaine vont lui être facturés avec la surtaxe que paye tout usager normal en cas d'erreur.

Correspondant LO.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - PTT du centre Paris-Brune.)

DANS CINQ SEMAINES

la fête

de lutte ouvrière

à Mériel - Villiers-Adam (95) les 28-29-30 mai 1977

Benito Merlino

Nous avons interviewé Benito Merlino, chanteur populaire en Italie, qui sera parmi nous le samedi 28 mai.

— Tu chantes à la fois du folklore sicilien et des chansons engagées, et même les deux ensemble ?

« Dans mes chansons souvent, j'essaie de marier des événements du passé avec des musiques et des textes de maintenant, pour relier ces choses anciennes à nos combats récents. Le folklore et la recherche doivent évoluer tout le temps, prendre des visages, des expressions modernes, pour être acceptés.

Il ne s'agit pas là de concessions, mais d'une manière de dire la vie, avec une façon moderne.

A ma manière, je me bats. Car je crois beaucoup à la chanson comme moyen de défense, de combat. C'est une méthode révolutionnaire extraordinaire, quand elle est bien dirigée, bien dite, bien chantée ».

— Les personnages qui t'attirent le plus ?

« C'est le peuple. C'est l'homme qui travaille, qui transpire et qui souffre, qui m'attire non pas en tant que héros, mais en tant qu'être humain, que compagnon, que camarade.

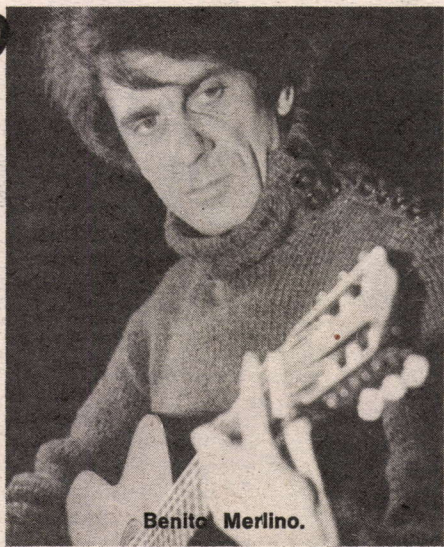
Souvent tu rencontres des êtres dans la rue, ou dans une gare, qui te remplissent de tendresse, parce qu'ils sont l'homme dans sa simplicité, son enthousiasme ; ce n'est pas l'homme que mettent en vedette les magazines, la radio et la télé qui m'intéresse. Car il y a là derrière un vide extraordinaire ».

— Que vas-tu chanter à la fête ?

« Des chansons de mes deux derniers disques. Dans l'une de ces « lettres d'amour et de haine », un prisonnier dit à son fils : « Brise les chaînes. Essaie de vivre haut, de regarder la vie en face ».

Il y a automatiquement un contexte politique et social. Je chante le peuple de Sicile, mais c'est le problème de toute l'immigration, des gens pauvres qui vont vers les pays riches.

Je chanterai aussi des chansons



Benito Merlino.

d'amour, parce que je les aime. Mais de façon sincère, pas sophistiquée. Cela n'a rien à voir avec la chansonnette de consommation qu'on nous débite sur les ondes à longueur de journée. Sheila, Claude François, et d'autres, cette société de consommation leur offre la télé, la radio, la publicité.

Je chante des chansons où l'homme, qui travaille et se bat, est très présent. C'est le plus important ».

— Tu parles beaucoup de la Sicile ?

« Je raconte des histoires qui peuvent se passer n'importe où ; mais la Sicile est un pays qui a beaucoup souffert, qui a beaucoup lutté. Pour des raisons politiques, on a fait le silence sur tout cela. La mafia, entre autres, a contribué à ce silence.

C'est un peu comme en France pour la Commune de Paris (toutes proportions gardées). C'est le silence total.

Pourtant, chaque fois que le peuple sicilien a eu l'occasion de crier, il l'a fait. Et il a su se faire entendre ».

— Un mot sur ta profession ?

« Je voudrais dire que dans notre métier il faudrait encourager les petites productions, qui se battent contre les trusts du disque. Mais cela signifierait surtout que la télé donne sa chance à la chanson de qualité, à une autre chanson. C'est un peu un cercle vicieux ! »

Los Kimbas

FLUTES ET GUITARES DES PAYS ANDINS

J.-C. Sellier et P. Garibaldi ont bien voulu présenter leur groupe à nos lecteurs.

« Tout ce que nous avons appris, depuis 6 ans que le groupe existe, nous l'avons appris au contact des Latinos-américains. Nous devons beaucoup aux Calchakis, aux Indianos, avec qui nous sommes très liés.

Nous sommes cinq Français ; aussi nous ne voulons pas être un groupe vocal, se cantonnant dans l'imitation. Nous nous sommes spécialisés dans le domaine instrumental. Nous apprenons les instruments de la musique des Andes, et nous avons personnalisé notre manière de jouer.

Dans notre programme, il y a deux parties bien distinctes. Au début, nous ne jouons que du traditionnel. De façon que le public (et en particulier les néophytes) se mettent bien dans l'oreille le son des instruments qui sont très typiques.

Nous utilisons beaucoup les percussions et les flûtes, qui existaient avant la conquête espagnole ; alors que les guitares ne sont venues qu'après.

Et dans la deuxième partie, nous exprimons la musique folklorique, mais avec des œuvres contemporaines, dont

certaines que nous avons composées nous-mêmes.

Nous faisons venir tous nos instruments, à part les guitares, de là-bas.

En 1976, nous avons fait un disque « Cordillère des Andes » qui a marqué car notre apport personnel, notamment dans les arrangements, a été remarqué.

Dans le domaine des flûtes indiennes, nous avons réalisé là quelque chose de vraiment original et même de vraiment inédit : nous avons joué jusqu'à quatre flûtes ensemble, chose que personne n'avait réalisé jusqu'alors.

Grâce à ce disque, nous avons participé à une émission de radio destinée aux pays du Moyen-Orient. Il y a en effet une harmonie frappante entre la musique du Moyen-Orient et la musique des Andes.

— Pourquoi participez-vous à la fête de LO ?

Nous participons à la fête de LO parce que nous avons très envie de rencontrer ce public populaire qu'on ne trouve pas dans les récitals ou les cabarets habituellement. Nous sommes très motivés pour jouer à la fête de la Pentecôte ».

A signaler que LOS KIMBAS passent tous les vendredi et samedi soir au cabaret La Crêperie Bretonne, 206 rue de Charenton Paris (12°).

APPEL AUX ARTISTES

A cinq semaines de notre fête à Mériel-Villiers-Adam, qui se tiendra pendant le week-end de la Pentecôte, nous savons que nous pourrions compter sur la participation de nombreux artistes, chanteurs, jazzmen, troupes de théâtre etc... Nous remercions tous ceux qui ont déjà répondu à notre appel, tous ceux qui ont fait le geste de nous aider à animer ce vaste rassemblement de l'extrême-gauche.

Mais pour que cette fête soit une réussite, pour que les milliers de participants y trouvent à chaque moment des spectacles variés, de l'animation, il faut encore que d'autres artistes nous prêtent leur concours bénévole.

Notre appel s'adresse bien sûr à tous ceux qui veulent montrer leur solidarité vis-à-vis des révolutionnai-

res. Il s'adresse aussi à tous ceux qui veulent dire quelque chose à notre public formé de militants, de sympathisants d'extrême-gauche, à tous ceux qui veulent se faire connaître de lui. Qu'ils nous contactent vite.

Nous mettrons à leur disposition podiums et aires de spectacles aménagés. Mais pour pouvoir commencer à organiser notre programmation, il nous faudrait avoir le plus rapidement possible propositions, réponses et confirmations.

Alors, pour que cette fête de Lutte Ouvrière soit une réussite, que tous les artistes, tous les groupes intéressés s'adressent sans tarder à nous en écrivant à notre journal.

LO - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Ils seront des nôtres à la fête

J.-L. CHAUTEMPS (jazz).

Bill COLEMAN (jazz).

Patrick EYDOUX (jazz).

J.-M. MORENNE (chansons).

Henri TACHAN (chansons).

RUFUS.

Henri TEXIER (jazz).

Los CARIACOS (musique latino-américaine).

Los KIMBAS (flûtes et guitare des pays andins).

Le groupe SOHO.

Les SENTHACLOS.

Le groupe THEODE (pop).

La troupe du Théâtre de l'Aquarium jouera « La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras ».

La troupe PRAXIS présentera « La Paix » d'Aristophane.

Le bal sera animé par le groupe LES RELAX.

Un concert de musique classique sera donné par l'ENSEMBLE FRANÇAIS DE MUSIQUE DE



« Nous chantons, ne vous déplaie. »

Les CAPVATH (folklore occitan).

Les MOUN'KIKI (folklore antillais).

Le groupe « NOUS CHANTONS NE VOUS DEPLAISE ».

CHAMBRE et jouera entre autres : « La sarabande », de Haendel (musique de « Barry Lyndon »), « Feux d'artifice royaux », de Haendel, le « Concerto pour deux trompettes », de Vivaldi.



Ce livre est la suite chronologique du « Sac de billes » où Joffo avait entrepris de conter ses tribulations d'enfant juif pendant la guerre. Cette fois, Joseph le héros (qui est en fait l'auteur) essaye de vivre sa vie dans le Paris de la Libération.

Si le père est mort en camp de concentration, le reste de la famille s'est réinstallé dans le 18^e. Henri le frère a repris les ciseaux dans le salon de coiffure, sa mère a beaucoup vieilli de ne pas voir revenir le père. Toute la famille ne rêve que de deux choses pour Joseph, qu'il réussisse son certificat d'étude et qu'il vienne prendre la suite au salon de coiffure.

Seulement, Joseph qui a bientôt quinze ans, qui a parcouru la France pendant quatre ans en essayant de fuir la Gestapo, n'a aucune envie de se retrouver au salon. Il rêve de réussite, de départ en Californie, et en attendant il s'agit de se débrouiller dans la vie et si possible de saisir la bonne occasion qui peut se présenter. Et tout cela avec ses copains, Franck, compagnon de toujours avec qui il avait commencé à se battre dans son lan-

dau, et Jeannot, le jeune Gitane qui s'use les poumons dans un atelier.

Leurs aventures sont rythmées par les parties de baby-foot qui sont leur passion commune.

Raconter toutes les aventures serait trop long. Cela va de la mise en place d'un immense réseau de revente de chewing-gum à travers toutes les écoles communales du 18^e arrondissement, à la tentative de se mettre sur la voie du championnat du monde de boxe, de la première aventure amoureuse du héros jusqu'au voyage chez les gitans de Marseille.

Le reproche que l'on peut faire au livre est le même que l'on pouvait déjà adresser au « Sac de billes » : c'est qu'il apparaît bien souvent comme une exaltation de la débrouillardise individuelle.

Mais on est captivé du début à la fin et l'on rit beaucoup des aventures des trois compères. D'autant plus que le roman est écrit avec beaucoup de chaleur humaine et de sympathie, surtout envers les plus humbles.

Paul SOREL

Ed. J.C. Lattès - Prix : 35 F.

Le premier qui s'endort réveille l'autre

de Jean-Edern HALLIER

Deux frères de onze et neuf ans sont unis par une tendresse et une complicité profondes. Mais l'un d'eux, atteint d'une tumeur cancéreuse au cerveau, va mourir.

Des années plus tard, le plus jeune, celui qui a survécu, raconte ce qu'il a retenu des derniers mois de vie partagée. Il raconte son admiration sans condition pour cet aîné, brillant et intelligent, qui allait mourir et luttait à sa façon contre la déchéance où l'entraînait sa maladie. Il évoque les angoisses enfantines, les jeux où l'histoire du moment, Mussolini, le Négus, Hitler, la guerre et les ghettos, se mêlaient de façon inattendue à

leurs fables. Les parents parfois veulent percer des secrets : ils épient cet univers où ils ne sont pas invités. Aubert et Paul le savent et se défendent par de méchantes petites vengeance.

Ce monde particulier de deux enfants qu'accompagnent la maladie et la mort aurait pu donner un livre bouleversant. Certes, bien des notations sont justes. Mais bien d'autres aussi sont enrubannées, étouffées, submergées de fioritures littéraires qui donnent à l'ensemble une allure sophistiquée, artificielle et qui finissent par édulcorer le thème du livre, par fatiguer et agacer le lecteur.

Anne GARBE

Ed. Sagittaire - Prix : 29 F.

EN MAI, FAIS CE QU'IL TE PLAÎT

de Maurice GRIMAUD

C'est donc près de 9 ans après 1968 que le préfet de police de Paris et de sa région de l'époque a décidé de raconter dans ce livre, comment, lui, de son poste de préfet, avait vécu les événements de mai 68.

Et il fallait sans doute ce laps de temps assez long pour que les souvenirs trop vifs se soient estom-

On ne trouve pas dans ce livre le récit et la description de ce que furent les événements.

Son propos est plus restreint. Ce que veut démontrer Grimaud c'est que c'est grâce à lui, en fait, si les événements n'ont pas pris un tour plus dramatique, c'est grâce à lui si en fait mai 1968 n'est pas allé plus loin. Il a su

Pour lui, son grand mérite, et il n'arrête pas de le dire, c'est que la police n'ait pas fait feu sur les manifestants d'un côté, et qu'il n'ait jamais fait appel à l'armée de l'autre. Quant aux brutalités policières, d'une part il dit s'en être inquiété et il nous livre une lettre envoyée à ce sujet à tous ses fonctionnaires. Mais au fond il la justifie de la façon suivante : en somme c'était un dévouement à l'envie de tuer. Car pour lui il était bien normal qu'après les heures d'attente et d'insultes, ses pauvres agents aient le besoin de se défouler et, nous dit-il, il valait mieux que ce soit avec une matraque qu'avec un fusil. En gros, ce qu'il aurait souhaité, c'est ce que ses hommes frappent dur mais ni à terre, ni dans les commissariats. Seulement voilà, rien n'est parfait.

Voilà donc sur quoi portent les trois quarts de ce livre, le reste étant partagé entre les réflexions politico-philosophiques de l'auteur, et une peinture assez amusante et révélatrice du monde politique de l'époque.

Ainsi nous voilà prévenus. L'am-



Grimaud (le quatrième à partir de la gauche) palabre...

pés et que le fond du livre puisse passer : quelle chance tout le monde a eue, manifestants et gouvernants, d'avoir une police et surtout un préfet si tolérant, si habile !

Oh certes, Maurice Grimaud n'a pas écrit un livre de pandore traditionnelle. Lui, déclare avoir compris la jeunesse, du moins la jeunesse étudiante (les autres, ceux de banlieue, étant ramenés à la dénomination quelque peu méprisante de « loulous »), et son désir de changement d'un monde sclérosé. Car non seulement il se veut libéral, mais presque socialiste. Il a gardé beaucoup de respect pour Mitterrand qui fut son patron dans le passé au ministère de l'Intérieur, et encore plus d'admiration pour Mendès-France.

Mais en dehors de cela, le libéral socialisant Maurice Grimaud est un bon fonctionnaire, un bon défenseur de l'ordre, et c'est ce qu'il veut nous démontrer à travers tout son livre.



...ses flics grenadent.

réprimer les manifestations mais s'acharne-t-il à dire, avec bien plus de pondération et avec plus d'intelligence que d'autres l'auraient fait qui le poussaient à être plus violent.

bition d'un préfet qui a le cœur à gauche c'est que sa police ne tire pas... et se contente de cogner.

Paul SOREL

Prix : 42 F.

L'expérience portugaise

PAR LE COMITE PORTUGAL POUR L'INFORMATION ET LE SOUTIEN

Ce livre se présente, et c'est d'ailleurs son sous-titre, comme un « bilan après le 25 novembre 1975 ». L'objectif déclaré des auteurs est de fournir un « dossier militant » pour tous ceux qui s'intéressent de près aux événements portugais.

Il s'agit en fait de la défense et illustration d'une des politiques maoïstes. Chronologie, textes, lexiques, qui constituent la majorité de l'ouvrage, sont en fait choisis et classés en fonction des préférences des auteurs et pour mettre en valeur la politique d'un des courants maoïstes portugais,

l'UDP. Cela est particulièrement clair dans la présentation d'un homme comme Otelo de Carvalho, dont on dit que... « ce n'est l'homme d'aucun parti. Il est l'homme de l'unité face aux divisions du mouvement révolutionnaire... et cela les travailleurs portugais le ressentent profondément. Enfin, c'est un homme qui n'est pas un leader politique... Commettant des erreurs qu'il reconnaissait par des autocritiques lucides, ce que n'a jamais fait le Parti Communiste Portugais. L'adhésion populaire... a une signification politique claire : Otelo

prenait des engagements fermes sur le pouvoir populaire, la lutte antifasciste, anticapitaliste et pour l'indépendance nationale ».

S'il s'agit bien d'un dossier, c'est celui de la politique des maoïstes ; ou du moins d'un des courants. Cependant, et à condition de connaître le parti pris des auteurs, le livre tel qu'il est, peut permettre à un lecteur averti de retrouver quelques repères indispensables (date, texte, prise de position) de la vie politique portugaise des deux dernières années.

Guy CASTEL

SÉLECTION

Samedi 23 avril

TF1 - 20 h 30 - Numéro 1 : « Guy Bedos », avec comme invités Anne Sylvestre, Julos Beaucarne, les Jeannes, Astor Piazzola.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Feuilleton : **Cesar Birroteau**, le dernier épisode du feuilleton adapté du roman de Balzac.

ANTENNE 2 - 22 h - Yves Montand chante Prévert. Rediffusion d'une émission de 1968. A ne pas manquer.

Dimanche 24 avril

TF1 - 20 h 30 - Film : **Quelques messieurs trop tranquilles**, de Georges Lautner. Une joyeuse bande de « hippies » envahit un petit village du Périgord. Coïncidence : dans le village a lieu un meurtre. Tout cela sert de prétexte à une parodie souvent très comique.

FR3 - 17 h 50 - **Espace musical**. Interprétés par le trio Stern, le trio en ut mineur op. 66, n° 2, de Mendelssohn et le trio en si bémol K 502, de Mozart. Issac Stern est interviewé sur sa carrière de soliste. Une émission de Jean-Michel Damian, qui anime par ailleurs tous les jours les émissions musicales de France-Inter.

ANTENNE 2 - 22 h 30 - Court-métrage : Michel Mitran. Le réalisateur du film **Les guichets du Louvre**, a filmé, au travers des souvenirs d'un ancien mineur aveyronnais, les problèmes de la condition ouvrière.

FR 3 - 20 h 30 - **L'homme en question** : Jacques Attali, le conseiller économique de Mitterrand essaiera sans doute de dorer la pilule de l'austérité que nous prépare son patron.

FR3 - 22 h 30 - Cinéma de minuit : **Le vaisseau fantôme**, de Michael Curtiz, avec Edward G. Robinson, d'après le livre de Jack London.

Lundi 25 avril

TF1 - 20 h 30 - L'avenir du futur : **Le jour du dauphin**, un film de science-fiction autour du problème de l'intelligence des dauphins. A partir de là, à 22 heures, un débat intitulé : « l'intelligence animale en l'an 2000 ».

ANTENNE 2 - 21 h 55 - Justi-

ce : **Qui sont les juges ?** Les auteurs s'interrogent sur la justice aujourd'hui.

Mardi 26 avril

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran : **La bataille d'El Alamein**. Débat intitulé « La première défaite d'Hitler », avec le général Montgomery. Encore une fois, on fait refaire aux Dossiers de l'écran la Seconde Guerre mondiale.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Jules César**, de Joseph L. Mankiewicz avec Marlon Brando, d'après la pièce de Shakespeare. Une adaptation fidèle.

Mercredi 27 avril

FR3 - 20 h 30 - Film : **Loin de la foule déchainée**, de John Schlesinger, avec Julie Christie. Une femme hérite d'un domaine et décide d'en assurer l'exploitation. De belles images et des amours difficiles.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Question de temps**, nouvelle émission d'actualité d'Antenne 2. Jean-François Kahn interviewe Pierre Dreyfus, ancien P-DG de Renault sur les nationalisations.

TF1 - 22 h - Evocation de Charles Cros, poète, mais aussi inventeur du phonographe, il y a cent ans, en même temps qu'Edison. Avec des chansons chantées, entre autres, par Mouloudji.

Jeudi 28 avril

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Le grand échiquier** : autour de la pianiste Yvonne Lefebure, avec la participation de Juliette Gréco, Jacques Debronckart, des pianistes...

Vendredi 29 avril

FR3 - 20 h 30 - **Vendredi**, faits et société : jugé fou, le rôle des experts psychiatres auprès des tribunaux.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Ciné-Club : **Le manuscrit trouvé à Saragosse**, de Wojciech Jerzy Has. Film polonais de 1964. Une reconstitution de l'Espagne du XVIII^e siècle.

Dimanche 1^{er} mai

TF1 - 20 h 30 - Film : **Salut l'artiste**, d'Yves Robert.

TF1 - 22 h 30 - **Le lac des cygnes**, de Tchaïkowski, par le théâtre Bolchoï.

Dossiers de l'écran :

LA MORT QU'ON RESPIRE

L'objet du débat du mardi 19 avril aux Dossiers de l'écran : la pollution atmosphérique due aux industries chimiques. Quatre directeurs de firmes étaient sur la sellette. Ils peuvent dire qu'ils s'en sont bien tirés : ce fut au plus une mise en question, à aucun moment un procès de leurs méfaits.

Le thème du film « Rage » introduisant le débat était le suivant : suite à un « accident » survenu au cours d'un essai de gaz de combat près d'un centre d'expérimentation de l'armée américaine, un fermier et son fils sont contaminés. Le fils en mourra le premier. Mais, dès lors que le père découvre la cause de cette mort, le film ne traite plus que de la révolte, ce qui limite un peu l'ampleur du film.

Les faits réels qui étaient à la base de ce film, puis le rappel de la tragédie de Seveso, fournissaient des éléments au dossier. Antenne 2 aurait voulu y adjoindre un débat en direct entre les habitants de Séveso et le responsable de la firme Hoffman Laroché, propriétaire de l'usine qui explosa en juillet 1976. Les habitants qui étaient là refusèrent le débat, indiquant qu'ils ne voulaient plus qu'on parle de leurs problèmes. Réaction qu'il n'est pas facile d'interpréter. Mais un sentiment d'exaspération de leur part se comprend : ils ont été tellement traités par le mépris, laissés eux-mêmes dans l'ignorance de leur sort, avant la catastrophe par les responsables de l'usine, après par les pouvoirs publics.

Le débat resta donc dans le studio. Du côté des accusateurs, un militant de la CFDT Chimie et une adjointe au maire de Vézelay apportèrent, en abondance, chiffres et témoignages, sur les dégâts causés à l'environnement animal et végétal, sur les conséquences permanentes du travail dans les usines chimiques sur la santé des travailleurs, et sur les risques d'accidents très graves courus par ces derniers et aussi par les populations vivant autour

des usines qui sont des dangers publics. L'adjoint au maire de Vézelay affirma justement que « l'accident, il se produit journalièrement pour tous ceux qui travaillent ». Mais à aucun moment la cause même de cette situation, le système du profit, ne fut dénoncée.

Débat un peu décevant donc. Personne, en face des divers pontes de l'industrie ou du ministère de l'Environnement, ne fut à même de leur faire rentrer dans la

gorge leurs propos imbéciles sur les méfaits de la cuisson... des œufs au plat, propos révélateurs quand ils affirment que les accidents leur servent à savoir quelles mesures de précaution ils auront à prendre, ou propos cyniques quand ils considèrent comme naturels les risques liés à la production industrielle.

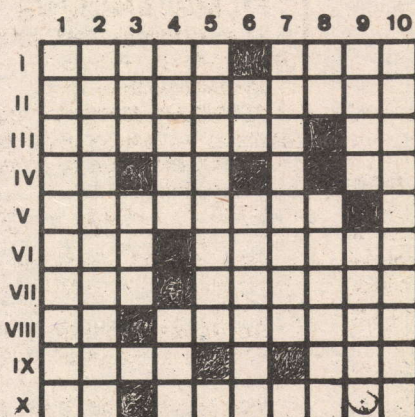
Domage qu'ils aient pu tenir ce langage sans être vraiment remis à leur place.

Jean MASSARDIER



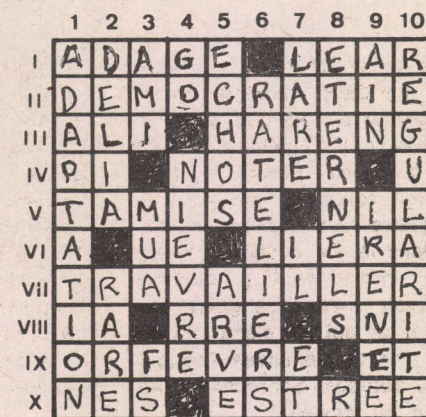
L'agglomération rouennaise recouverte d'un épais nuage de Mercatan, gaz à l'odeur caractéristique d'œuf pourri. Pour les patrons, la pollution industrielle est inévitable...

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. D'amour ou de sang - Goût d'absinthe. — II. Petit champignon. — III. Tout près de Robinson - En Italie. — IV. Lettre grecque - Phonétiquement : ne croit pas - Infinitif. — V. Pas diminuées. — VI. En sténo - Freiné. — VII. Ecluse à air - Poussas à bout. — VIII. Jumelles - Ont du mal à s'entendre. — IX. Forcément inédit - Impair anglais. — X. N'est pas nouveau longtemps - Ne manque pas de force.

VERTICALEMENT. — 1. Fait le livre. — 2. S'il s'est engagé, c'est de plein gré. — 3. Moins que rien - Possessif. — 4. Son banc est peu confortable - L'envers de l'île. — 5. Ville de Provence. — 6. Parfois mineur - Fait un tout. — 7. Appréciée quand elle est au beurre. — 8. Lettre grecque - Tenu en chaire. — 9. Un grand lac - En cartes, s'ils sont jaunes. — 10. Relevée.



Le dernier nabab

d'Elia KAZAN

Le film est tiré d'un roman de Scott Fitzgerald qui a pour thème le monde du cinéma hollywoodien dans les années 30, à l'époque où l'on produisait des films à la chaîne alors que le cinéma tout comme ses studios avaient encore un caractère quasiment magique.

Elia Kazan fait revivre à l'écran le vieux Hollywood avec ses « stars », véritables monstres sacrés, ses décors en carton-pâte, son vent de folie permanent mais aussi avec les calculs et les raisonnements de ceux qui financent ou produisent les films. On s'enflamme dans les studios mais on fait les comptes dans les bureaux, où l'on n'hésite pas à renvoyer les scénaristes et les réalisateurs après les avoir utilisés.

Le personnage central, c'est Monroe Stahr qui contrôle l'ensemble de la production cinématographique et qui fait la pluie et le beau temps dans ce domai-

ne. Tout-puissant, redouté de tous, apparemment froid et invulnérable, Stahr se métamorphose à l'apparition d'une inconnue, sosie de son épouse morte, et dont il s'éprend.

A partir de là, nous avons droit à une série de scènes qui se veulent lyriques et subtiles et qui sont en fait excessivement fades et ennuyeuses. Regards languoureux, propos insipides, clichés accablants, rendent la deuxième partie du film interminable.

On est d'autant plus déçus qu'une série de bons acteurs à l'affiche tels R. De Niro, R. Mitchum, J. Nicholson, Tony Curtis, Jeanne Moreau, laissaient espérer autre chose et que la première partie du film sur la vie d'Hollywood était assez bien menée.

Michèle DUCHENE

Impérial (2°) - Hautefeuille et Montparnasse 83 (6°) - Marignan (8°) - Maxéville (9°) - Nation (12°) - Clichy Pathé (18°).



Charlot, le gentleman-vagabond

de R. PATTERSON

Il s'agit d'un film de montage sur la vie de Charlie Chaplin, sur l'art du metteur en scène et sur les difficultés qu'il a rencontrées pour réaliser ses films, notamment pendant la période du Mac-carthysme aux USA. C'est une bonne chose, car, si les films de Charlot sont connus, la vie de Charlie Chaplin, elle, l'est moins.

Né en 1889 dans une banlieue pauvre de Londres, orphelin très jeune, livré à lui-même et à la rue, sans éducation, Charlie Chaplin après avoir exercé mille et un métiers, émigre aux USA et se fait embaucher dans une troupe d'acteurs. Grâce à son talent il devient vite la coqueluche du public et dès qu'il en a les moyens, il ne se contente plus de jouer mais produit, dirige, interprète ses propres films et en compose même la musique.

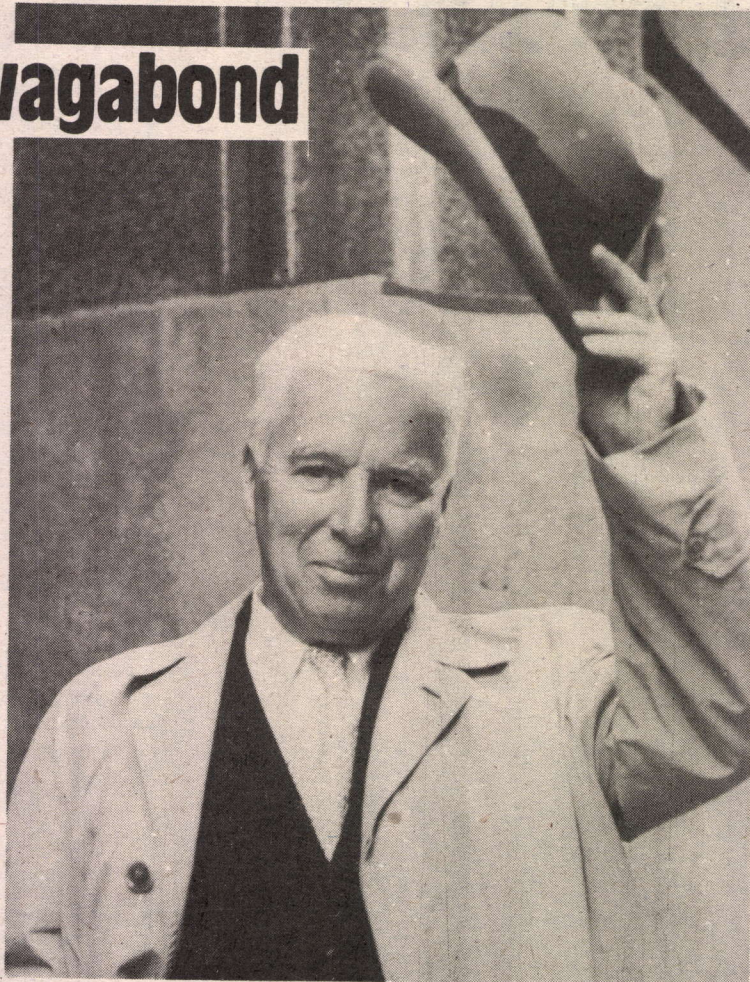
« Le Kid » en 1921; « La Ruée

vers l'or » en 1925, « Les lumières de la ville » en 1931, « Les temps modernes » en 1936, « Le dictateur » en 1940 sont autant de chefs-d'œuvre.

Après la guerre, durant toute la période maccarthyste, il est accusé de communisme, traîné devant les tribunaux, taxé d'immoralité et finalement expulsé des USA. C'est en Angleterre qu'il tournera ses nouveaux films dont « Les feux de la rampe » en 1952, avant d'aller s'installer en Suisse avec sa famille, où à 88 ans il continue à composer des musiques de films.

On revoit avec plaisir les extraits de ses films les plus célèbres et l'on comprend pourquoi le personnage de Charlot, à la fois comique et émouvant, tient la rampe depuis plus d'un demi-siècle.

Michèle DUCHENE



Mon cœur est rouge

de Michèle ROZIER

Avec un premier film consacré à George Sand, Michèle Rosier avait donné en quelque sorte le coup d'envoi du cinéma féministe voici quelques années. « Mon cœur est rouge » nous raconte vingt-quatre heures prises au hasard dans la vie de Clara, jeune femme indépendante, heureuse de pouvoir vivre à sa guise (ou presque) et qui ne s'embarrasse guère des convenances (ce qui lui vaut quelques accrochages au café ou au travail).

A priori, l'entreprise de M. Ro-

sier est donc plutôt sympathique. Pourtant à trop vouloir démontrer elle finit par peser, comme cette trop longue séquence finale consacrée à une fête (ennuyeuse) du mouvement féministe avec lequel sympathise Clara.

En définitive, un film bourré de bonnes intentions mais qui n'emporte guère l'adhésion et agace par ses maladresses malgré le personnage vivant et sympathique de Clara.

Pierre LAFFITTE

La Clef (5°).

LIP 73-74

de D. DUBOSC et H. LESSING

C'est un montage de films tournés pendant le conflit. Des vues sur les assemblées générales, sur les manifestations, des bribes de discussions de militants syndicalistes, l'arrivée de Giraud, premier « médiateur » envoyé par le gouvernement, en juillet 1973 et le refus de ses propositions par les grévistes, l'assemblée générale en janvier 1974 qui a accepté

le nouveau compromis proposé par le gouvernement (plan Neuschwander) : tout cela est montré, comme dans un album de souvenirs. Mais il manque l'essentiel. On ne voit pas du tout vivre les travailleurs de Lip, les espoirs qui les ont animés ne sont pas présents. Un film ennuyeux.

Jean SANDAY

La Pagode (7°).

sélection

FILMS RECENTS :

AFFREUX, SALES ET MECHANANTS de Ettore Scola : La dénonciation, au moyen d'un humour féroce, de la vie et des mœurs dans un bidonville de la banlieue romaine.

Styx (5°).

BARRY LYNDON de Stanley Kubrick : Un aventurier dans l'Europe aristocratique du 18° siècle — et un beau film.

Impérial (2°) - Studio Cujas (5°) - Colisée (8°) - Diderot (12°) - Calypso (17°).

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE, de L. Comencini : La jeunesse et l'adolescence du futur séducteur, dans la Venise du 18° siècle.

Templiers (2°) - Marbeuf (8°).

COUSIN, COUSINE de Jean-Charles Tacchella : Ou comment un couple joyeux et sympathique échappe à la monotonie de la vie conjugale : une sorte de vaudeville tendre et un peu conformiste.

Panthéon (5°).

DERSOU OUZALA, de A. Kurosawa : Les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur de la taïga russe au début du siècle.

Paramount Marivaux (2°) - Studio-Alpha (5°) - Arlequin (6°) - Paramount Elysées (8°).

JE DEMANDE LA PAROLE de G. Panfilov : Une jeune femme en URSS, partagée entre sa famille et ses responsabilités politiques et sociales.

Le Seine Cinéma (5°).

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF de Yves Boisset : Réquisitoire, actuel et efficace, contre la justice.

Marbeuf (8°).

1900 — 2° EPOQUE de Bertolucci : La montée et la fin du fascisme en Italie.

Templiers (3°).

NETWORK de S. Lumet : Une satire féroce de la télévision américaine.

Paramount Marivaux (2°) - Boul'mich (5°) - Publicis Saint-Germain (6°) - Publicis Elysées (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Paramount Montparnasse (14°) - Paramount Maillet (17°).

NOIRS ET BLANCS EN COULEUR (La victoire en chantant) de J.J. Annaud : La guerre vue en 1915 dans un village africain : le colonialisme absurde et sanglant.

Odéon (6°) - 14 juillet (6°) - Marbeuf (8°) - St-Lazare-Pasquier (8°) - Clichy-Pathé (18°).

NOUA de A. Tolbi : La naissance de la révolte du peuple algérien dans l'Algérie de 1954.

Studio de la Harpe (5°) - 14 juillet (14°).

PAIN ET CHOCOLAT de F. Brusati : Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Bretagne (6°) - Danton (6°) - Luxembourg (6°) - Biarritz (8°) - Trois Haussmann (8°) - PLM St-Jacques (14°).

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS d'Agnès Varda : La vie de deux jeunes femmes : leurs difficultés de vivre et d'aimer, leur profonde générosité. Un film et des personnages sympathiques.

Palais des Arts (3°) - Quintette (5°) - Olympic (14°) - Studio Raspail (14°) - Athéna (12°).

FILMS ANCIENS :

LES HOMMES DU PRESIDENT, de A. Pakula.

Châtelet-Victoria (1°).

JEREMIAH JOHNSON, de S. Pollack — New-Yorker (9°).

LITTLE BIG MAN de A. Penn — Noctambules (5°).

LOLA de J. Demy — Palais des Arts (3°).

MES CHERS AMIS de M. Monicelli — Cité Internationale (14°).

SOURIRES D'UNE NUIT D'ETE, de I. Bergman — TEP (20°).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU de M. Forman — Royal-Villiers (17°).

PARLEMENT EUROPÉEN :

Le projet de loi relatif à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct est en passe de ne plus être la pomme de discorde qu'il était, entre les deux grands alliés de la majorité, puisque Yves Guéna, au nom du RPR, vient de faire savoir que son groupe voterait ce texte. A condition toutefois que le gouvernement l'assortisse de garanties « selon lesquelles les pouvoirs de cette assemblée ne seront pas accrus ». C'est en somme une réponse rapide aux avances faites de son côté par Giscard dans ce domaine le 13 avril, évoquant la possibilité d'un arrangement.

Que le RPR mette un peu d'eau dans le vin de ses relations avec Giscard n'est pas tellement pour surprendre, dans un contexte de lendemains de municipales peu favorable à une nouvelle offensive de Chirac et de ses amis.

En revanche, l'initiative de Georges Marchais devant le Club de la Presse d'Europe 1, dimanche 17 avril, et qui va dans le même sens, si elle n'est pas davantage surprenante sur le fond, est beaucoup plus spectaculaire. Marchais s'y est en effet déclaré prêt à envisager de voter le projet gouverne-

DE LA GAUCHE A LA DROITE... TOUT S'ARRANGE

mental, s'il comporte, au plan de la loi, des garanties suffisantes que les élus français n'agissent pas dans le sens d'une extension des pouvoirs de l'Assemblée européenne au détriment des institutions nationales.

L'essentiel n'est pas dans cette restriction, mais bien dans le pas fait par le PCF dans le sens de ses alliés du PS. Même assortie de réserves, il s'agit bien d'une acceptation du Parlement européen et de son élection au suffrage universel direct. Les limitations juridiques à l'extension croissante éventuelle des pouvoirs de l'assemblée européenne ne sont là que pour sauver les susceptibilités nationales chatouilleuses. Et de la part du PCF, ce pas est significatif. Lui

qui, depuis que les projets de « construction européenne » ont vu le jour parmi les politiciens bourgeois occidentaux dans les années 1950, s'était fait l'ennemi systématique de « l'Europe des trusts » et le défenseur de « l'indépendance nationale », le voilà désormais sur la même longueur d'ondes que les socialistes et Miterrand. Ainsi, au fur et à mesure que se rapproche la perspective d'un gouvernement d'Union de la gauche et que se précisent ses chances d'accéder à des postes de ministres dans ce gouvernement, le PCF largue-t-il les uns après les autres les derniers vestiges d'une politique, déjà ancienne maintenant, qui le reliait au bloc de l'URSS.

Cette fois, le tournant a été particulièrement rapide, puisqu'il y a peu le PCF qualifiait encore le projet du gouvernement français de « menace » et même de « crime » contre la France et son peuple. Le comble est tout de même que ce soit le même Jean Kanapa — qui le 31-12-76 affirmait : « Le PCF continuera de se prononcer résolument contre le projet giscardien dans le pays et au Parlement » — qui justifie aujourd'hui dans l'Humanité ce changement : « Indépendance de la France d'abord ! », titre le PCF ; « sur le fond... notre attitude de principe est constante », explique Kanapa. En somme, si nous admettons aujourd'hui ce sur quoi nous jetions hier l'anathème, c'est pour mieux suivre la même ligne.

Il est vrai que, sur le fond, son but ne change pas : se faire admettre par la bourgeoisie française. De même que la souplesse d'échine des hommes comme Kanapa reste égale à elle-même. Simplement, la proximité des échéances gouvernementales rend plus urgente la nécessité de faire place nette du passé.

Christiane LE GUERN

L'ARMÉE EMPRISONNE

Au 7^e bataillon de Chasseurs Alpins cantonné à Bourg-Saint-Maurice, en Savoie, sept soldats ont été arrêtés et mis au secret. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à la rédaction ou à la diffusion d'un écrit, autrement dit d'être partie prenante dans un « Comité de soldats ». C'est pourquoi, sans autre forme de procès, deux d'entre eux se sont vus infliger soixante jours d'arrêts de rigueur. Le sort des cinq autres est encore inconnu.

Le Mouvement d'Action Judiciaire

(MAJ) a rappelé qu'il y a actuellement, en France et en Allemagne, une cinquantaine d'appelés, au total, emprisonnés pour des raisons du même ordre. L'armée continue d'emprisonner pour simple délit d'opinion dans les casernes et par simple mesure disciplinaire, sans qu'aucune possibilité de défense existe pour les « accusés ».

Libération des soldats emprisonnés !

A.F.

Un arbre une voix



Giscard à la recherche d'un arbre... et des électeurs. (AFP)

150 000 arbres auraient été plantés, à travers la France, dimanche 17 avril, à l'occasion de la « journée nationale de l'arbre ». Si on connaît le nombre d'arbres plantés, on ne peut par contre que prévoir le nombre de ceux qui pousseront réellement. Et, d'après les spécialistes, ce nombre risque d'être très en dessous de 150 000, car la mi-avril n'est pas la meilleure saison pour ce genre

d'opération.

Mais ce n'est pas le problème de nos jardiniers du gouvernement. Il ne s'agit pas tant de faire pousser des arbres que des voix, en cette époque où l'écologie paye électoralement. Et pour cela, comme dit l'expression, en haut lieu on est prêt à faire flèche de tout bois, même de bois mort, apparemment.

G.C.

Une justice de classe

Il y a bientôt deux ans, le 5 mai 1975, un incendie se déclarait la nuit sur le chantier de construction du nouvel hôpital de Dunkerque et ravageait deux baraquements de planches qui servaient de dortoirs aux ouvriers. Deux travailleurs immigrés, qui n'avaient pu s'échapper, mouraient carbonisés.

Pour une fois, des poursuites furent engagées contre le directeur régional de l'entreprise, pour homicides involontaires et infraction au Code du travail relatives à la sécurité.

Le tribunal de Dunkerque, en octobre 1976, n'avait pas retenu le premier chef d'inculpation mais condamna le directeur pour le second à une série d'amendes dont le montant total était de 3 440 F, ce qui montre déjà à quel point, pour les juges, la vie de deux travailleurs ne coûte pas cher.

Mais le comble, c'est que la Chambre de Douai, auprès de laquelle la société et son directeur firent appel, relaxa purement et simplement ce dernier. Car, selon ces messieurs de la cour, « les facultés d'évacuation des baraquements par deux portes et douze fenêtres satisfaisaient aux exigences du Code du travail ».

Et quant à l'absence d'affichage de consignes de sécurité, les juges jugèrent cela non nécessaire car : « les locaux étaient occupés par des illétrés ».

Quand on est immigré, et illégitime de surcroît, on peut mourir carbonisé dans un hangar, cela n'émeut pas les juges de Douai. Voyez-vous, dans ce cas-là, les règles habituelles de sécurité ne s'appliquent pas ! C'est ça, la « justice » des juges de Douai !

Correspondant LO

Paris, ville sandwich

Dans les rues de Paris, les panneaux publicitaires étaient jusqu'à présent réservés aux façades d'immeubles, aux palissades de chantiers, aux abris d'autobus, sans compter les kilomètres d'affichage des couloirs du métro. Les annonceurs avaient de quoi pavoiser. Eh bien, il faut croire que cela ne suffisait pas. Des petits malins ont trouvé encore mieux : depuis quelques semaines, des centaines de nouveaux panneaux ont été implantés sur les trottoirs des rues de la capitale. Certains, de taille modeste, sont installés aux carrefours. Comme ils ont été placés pour être vus des piétons et des automobilistes, il s'en faut de peu qu'on aille donner de la tête dedans au moment de traverser la rue. Mais il y a surtout des panneaux grand modèle, d'énormes machins qui font bien 10 mètres-carré et qui plasfronnent aux points stratégiques de la ville. Cela contient plusieurs affiches qui se déroulent

inlassablement. C'est agrémenté d'une pendule (qui, elle, est parfois déjà arrêtée) et de quelques renseignements divers sur Paris, pour faire utile.

Il n'y a que les chiens à qui cela peut plaire et auxquels cela peut être d'une certaine utilité. Mais il faut croire que cela rapporte à la société qui a eu cette incroyable faveur de pouvoir disposer à son gré des trottoirs de la ville. En échange, Paris s'est vu offrir un système de fléchages lumineux qui indique les principales directions. Cela fait partie du contrat, un contrat passé derrière le dos des Parisiens. Certains commerçants ulcérés ont vu un beau matin se dresser ces engins à quelques mètres de leur vitrine et obstruer la vue.

La Ville de Paris a fait quelques économies sur les panneaux indicateurs et a accepté de laisser défigurer la ville encore un peu plus.

Yvette BLONDIN